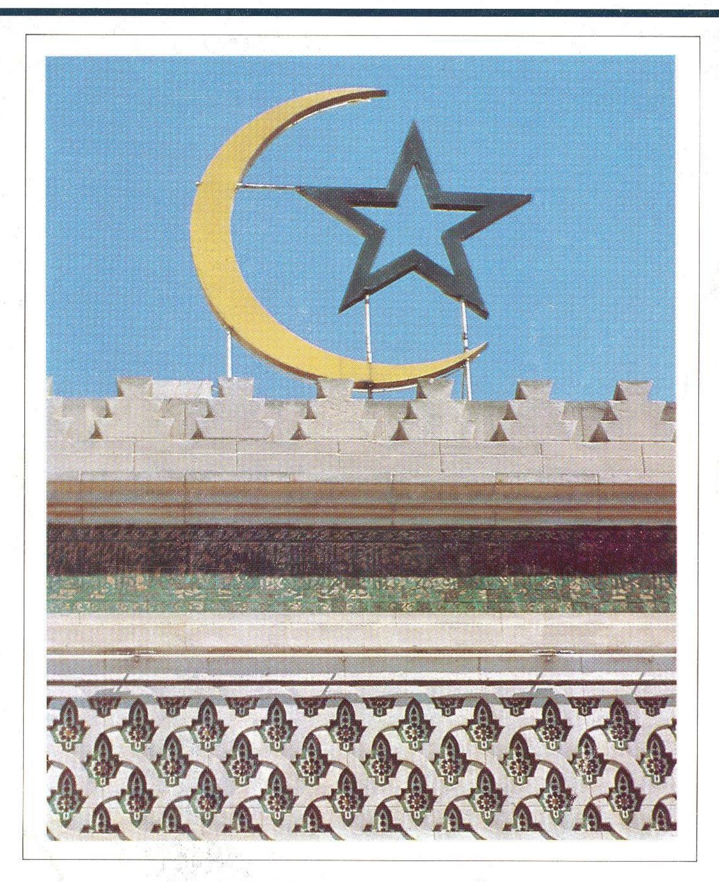
Revue
D'ÉTUDES
NATIONALES

identité



Le réveil de L'ISLAM

L'Islam contre l'Europe • Deux cultures incompatibles
Perspectives sur l'Islam en France • La menace est au Sud
Plutôt rouges que vivants • Barrès, découvreur de l'identité
Un lobby : le Conseil constitutionnel
La quête de Jean Raspail • Les voies de la renaissance

NUMÉRO 6 • MARS/AVRIL 1990 • 40 FF ISSN 0999-6087

SOMMAIRE

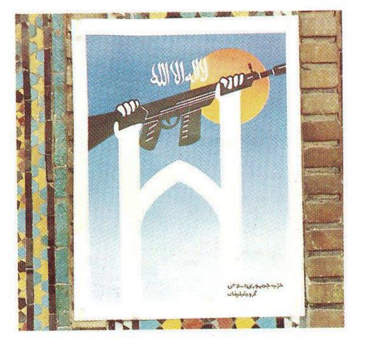


Illustration de la couverture : La mosquée de Paris, symbole de la religion musulmane en France. On compte aujourd'hui sur notre territoire plus de mille cinq cents de ces mosquées devenues l'enjeu de luttes d'influence entre différents pays arabes. La France commencerait-elle à devenir une terre d'Islam ?

Le cri du muezzin

par Jean-Marie Le Pen

Les bons apôtres de l'intégration serinent leur leçon sur tous les modes : il peut exister une France islamique à côté — et peut-être même à la place — de la France française, occidentale et chrétienne. L'âme des "bonnes consciences" d'aujourd'hui vibre au cri du muezzin. Ceux qui approuvent la récente réorganisation du rythme scolaire entraînant l'impossibilité de l'enseignement du catéchisme, prévu par la loi, trouvent souhaitable d'entendre cinq fois par jour, dans nos villes, la lancinante mélopée des hauts parleurs des minarets : "Allah Akbar", "Allah est grand". Il y a là un renouvellement du compromis islamo-maçonnique de la IIIe République, où l'on vit les sectateurs du laïcisme, en métropole, ouvrir des écoles coraniques dans nos colonies.

La paix du monde est menacée par l'explosion démographique du tiers monde et surtout par celle de l'Islam. Celui-ci compte un milliard de croyants et ce chiffre devrait doubler dans les vingt prochaines années. Dans notre pays, l'Islam pèse du poids considérable de l'immigration.

Pour le parti de l'étranger, il s'agit moins de promouvoir la vision d'un Islam à la française que de se servir de l'Islam qui est en France contre notre pays lui-même. Les lobbies de l'immigration prônent la collaboration : ils pensent pouvoir détruire l'essence de notre identité par une utilisation d'autant plus perverse de l'Islam qu'elle ne repose pas sur des valeurs religieuses, fussent-elles islamiques. Il s'agit d'éradiquer de notre univers spirituel et intellectuel tout ce qui nous rattache à la civilisation occidentale humaniste et chrétienne. Nous serons ainsi livrés au matérialisme social-démocrate de la "maison commune", mâtiné de culture azerbaïdjano-maghrébine.

On peut estimer que l'Islam est porteur de valeurs morales. Nous ne nions pas le fait. Certainement, beaucoup de musulmans trouvent-ils dans leur religion des raisons de respecter la morale naturelle que nous acceptons nous-mêmes dans le Décalogue. Mais l'histoire nous a appris qu'il ne peut y avoir coexistence pacifique entre Europe et Islam qu'à la seule condition que notre continent ne serve pas d'aire d'expansion ou de champ d'exercice aux disciples du Prophète.

Nous admirons le gigantesque effort que représente la construction de la mosquée-cathédrale voulue par le roi du Maroc en bordure de l'Atlantique Sud, nous la refusons plus au nord, sur les rives de la Seine ou du Rhône. Il n'y a là aucune haine, aucun mépris. Mais nous respectons trop ce que nous sommes pour le risquer inutilement.

La France a déjà, dans un passé lointain, rencontré l'Islam, en 732 à Poitiers. Charles Martel avait compris qu'une incursion peu nombreuse précède toujours une invasion massive. Voilà pourquoi il préféra se battre. Sa victoire nous épargna le sort des peuples chrétiens du Maghreb et celui que connurent, durant des siècles, les peuples des Balkans, submergés par la vague islamique.

Nous n'avons pas oublié que Constantinople, la seconde Rome, tomba sous les coups des Seldjoukides, que Lépante sauva l'Occident, que l'Espagne lutta durant quatre siècles pour achever sa première Reconquista et que Vienne faillit, encore au XVIIe siècle, être prise par les Turcs. Des millions de chrétiens furent, en dix siècles, victimes des pirates barbaresques méditerranéens et finirent leur vie en esclavage, outre Méditerranée. C'est pour desserrer l'étau qu'eurent lieu les Croisades et qu'à Rhodes et Malte, les Chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem subirent pendant quatre siècles un assaut incessant qui ne trouva son terme qu'avec la prise d'Alger. Tout cela doit être rappelé, car c'est une constante de l'histoire de l'Europe : la parenthèse de la colonisation nous l'avait fait oublier.

En 1990, en France, l'Islam ne se présente pas en armes, si ce n'est celles des groupes terroristes, avant-garde de leurs frères fanatisés. Par le poids considérable que lui donne l'immigration, je vois plutôt l'Islam d'aujourd'hui comme un risque certain d'éclatement de la nation et de l'État. Au XVIe siècle, bien que ce fût entre chrétiens, les Français se déchirèrent dans d'atroces guerres de religion qui faillirent livrer notre pays aux puissances étrangères, chacun des deux camps ayant passé alliance à l'extérieur. Henri IV voulut redonner à la royauté sa liberté en politique intérieure et renouer nos liens avec les princes allemands, devenus, pour beaucoup d'entre eux, protestants ; il fut assassiné par un moine ligueur, en quelque sorte à cause de sa politique extérieure, plus que pour un motif religieux.

Il y a là une grande leçon : si deux religions, pourtant si proches, ont failli, en s'opposant, briser l'unité nationale et faire de l'étranger l'arbitre de nos querelles, comment en ira-t-il de l'Islam dont la plupart des fidèles sont, ethniquement, culturellement et affectivement étrangers à l'identité française ? Ne se comportera-t-il pas comme le firent alternativement le parti huguenot et la Ligue qui tentèrent de prendre le pouvoir politique en otage ? Richelieu, puis Louis XIV, quasiment un siècle après, eurent encore à réduire, de façon souvent cruelle, les antagonismes issus de nos guerres de religion.

Nous n'avons pas le droit d'attendre un siècle pour agir. Nous refusons les malheurs qui précéderont inéluctablement cette échéance. De ce fait, nous subissons la hargne d'un François Mitterrand finissant, président d'une république affaiblie, qui se joignit jadis aux porteurs de valises, après avoir proclamé à l'Assemblée nationale, de son banc de ministre : « L'Algérie, c'est la France ! »

Nous sommes en butte à la haine, dûment médiatisée, d'un Harlem Désir, complice de l'Islam, pour des raisons qui ne sont nullement religieuses. Le Savonarole de l'"anti-racisme" a choisi comme emblème une main. Il faut savoir que celle-ci est le symbole de la main que Mehmet, vainqueur de Constantinople, trempa, en 1453, dans le sang des chrétiens et apposa sur le mur de Sainte-Sophie pour sceller sa possession.

Nous avons pu échapper à ce funeste sort. Mais ce ne fut que par le sacrifice de centaines de milliers d'Européens qui périrent les armes à la main : ils refusèrent de vivre sous le statut légal prévu par le Coran pour les infidèles, celui des dhimmis. Grâce à eux, le bronze des cloches de nos églises résonne encore à nos oreilles, accompagnant, à la cadence des tocsins et des Te Deum, *les malheurs et les victoires des peuples de l'Occident.* ■



Le réveil de l'Islam

En raison de son importance sans cesse croissante, entre cinq millions et demi et six millions de ressortissants étrangers et naturalisés, la communauté musulmane de France pose un problème grave d'intégration sans précédent dans l'histoire de notre pays. Pour justifier cette installation, la classe politique avance deux idées : l'Islam serait intégrable parce qu'il serait tolérant par nature et constituerait une religion comme les autres. Les deux idées sont fausses. L'histoire démontre qu'il n'y a pas deux Islam : un Islam agressif qui serait le fait d'une poignée d'extrémistes et un Islam tolérant, le vrai, auquel adhéreraient la plupart des musulmans, mais que l'Islam est comme les deux faces de Janus : tolérant quand il n'est pas en position de force, intolérant et agressif en période d'expansion. L'Islam n'est pas non plus une religion comme les autres. Il diffère en tout point du christianisme qui distingue le temporel du spirituel, s'accommode du pouvoir politique et ouvre un espace de liberté. Véritable théocratie laïque, l'Islam fond les sphères politique et privée dans la sphère religieuse. D'essence totalitaire, il est donc parfaitement incompatible avec la culture européenne. Aujourd'hui, du Maroc à l'Azerbaïdjan, il est l'objet à la fois d'une véritable explosion démographique et d'un puissant réveil culturel et religieux. Étant par ailleurs en état de surarmement, il constitue à nouveau un danger pour l'Europe.

L'Islam contre l'Europe

par Pierre Vial

Médias et politiciens n'imaginent pas l'Islam autrement que sous l'angle d'un ensemble de peuples sous-développés en proie aux divisions internes et à l'immobilisme. Replacé dans l'histoire, l'Islam apparaît au contraire comme un monde en conflit perpétuel avec l'Europe. Depuis sa naissance, au VIIe siècle, jusqu'au XIXe siècle, des confins de la Russie jusqu'à l'Espagne, son opposition à notre continent, entrecoupée de périodes d'accalmie, n'a jamais cessé. Doué d'une prodigieuse capacité à absorber les peuples vaincus et même vainqueurs, tels les Turcs seldjoukides, l'Islam connaît actuellement un nouveau réveil. D'abord politique, celui-ci s'est traduit par le renvoi des Européens. Aujourd'hui, il s'accompagne d'un retour aux sources religieuses et culturelles ainsi que d'une violente prise de conscience anti-européenne.

Fouad Ali Saleh, Tunisien naturalisé français, chef des terroristes intégristes du Hezbollah dont les attentats ont fait à Paris, en 1986, treize morts et deux cent cinquante blessés, avait attiré à lui des volontaires en leur expliquant qu'il avait déclaré « *la guerre sainte contre la France* ».

Cette guerre sainte, Fouad Ali Saleh l'a revendiquée avec exaltation, devant le tribunal, jetant haineusement à ses juges : « *L'Occident crèvera de la main de l'Islam. Préparez vos cercueils ! A mort l'Occident ! On vous apportera la mort sur un plateau de feu* » (*le Monde*, 7 janvier 1990). Égarement passager, outrances dues à un moment d'énervement ? Il n'en est rien, puisque, pendant un mois, audience après audience, Fouad Ali Saleh a annoncé systématiquement l'Apocalypse à ceux qui n'accepteraient pas la domination de l'Islam : « *Vous serez sanctionnés, sans pitié, jusqu'à l'extermination du dernier blanc de la planète* [...]. *Vous serez sans repos* » (*le Monde*, 30 janvier).

La logique de la guerre sainte

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les médias français, cette position n'a rien d'aberrant par rapport à la tradition islamique. Elle correspond en effet au *devoir* qu'a tout bon musulman de gagner à l'islam, *par tous les moyens*, les Infidèles. Le prophète Mahomet a donné l'exemple en faisant savoir à ses premiers disciples, à Médine, qu'il avait reçu mission de prendre l'épée et de conduire les croyants à la bataille pour détruire tous ceux qui refuseraient d'obéir à la loi de l'Islam.

La guerre sainte (*jihâd*) a un objectif externe — soumettre les incroyants pour étendre l'Islam à tout l'univers — et interne — souder entre eux les musulmans (ce qui signifie les "fidèles") dont l'hétérogénéité va croissant, en raison de la diversité de leurs origines, au fur et à mesure que s'étend la conquête islamique. Le pélerinage à La Mecque a été conçu dans cette optique d'unification, par le brassage des ethnies venues toutes affirmer leur *soumission* (c'est le sens du mot islam) au dieu de Mahomet. Mais, note Jacques Heers, « *cette communion spirituelle s'affirme aussi lors des combats pour la foi. Mahomet parlait du devoir de témoigner les armes à la main et promettait la récompense éternelle, le paradis d'Allah, aux hommes morts en défendant l'Islam contre les Infidèles* [1] ».

Il s'agit d'ailleurs de guerres essentiellement offensives, puisque la logique du monothéisme musulman veut que l'Unique Vérité — la volonté d'Allah, transmise par Mahomet — s'impose un jour à l'humanité tout entière. La guerre sainte, que Mahomet commença lui-même en attaquant et pillant, à partir de Médine, les caravanes des Mecquois, coupables de ne pas vouloir reconnaître la valeur de sa révélation, continue très logiquement de nos jours — et devra continuer jusqu'à la victoire finale, totale, de l'Islam. Car le Coran justifie le jihâd par une vision typiquement dualiste de l'univers et des forces qui s'y affrontent : « *Ceux qui croient combattent dans le sentier de Dieu, et ceux qui mécroient combattent dans le sentier du Rebelle. Eh bien, combattez les amis du Diable* » (*sour.* IV, 76).

La religion fondée par Mahomet a apporté à l'expansionnisme arabe une justification : les nomades sémites, fascinés depuis longtemps par leur voisinage avec les riches et raffinées civilisations des empires perse et byzantin, ont quitté leurs déserts pour aller planter l'étendard du Prophète sur les métropoles des Sassanides (Ctésiphon, la capitale, succombe dès 634, deux ans après la mort de Mahomet), tandis que les Byzantins doivent lâcher le Proche-Orient, de la Syrie à l'Égypte, entre 636 et 642. Par contre, il fallut plus de trente ans, à partir de 670, pour soumettre vaille que vaille les montagnards de l'Aurès, entraînés par une héroïne légendaire, la Kâhina : les Berbères manifestèrent d'ailleurs ensuite, en chaque occasion — et jusqu'à nos jours —, leur volonté d'autonomie et leur identité culturelle.

Vers l'Est, l'empire musulman s'étendit, sous les califes ommayades, en Afghanistan (651), en Transoxiane (674) puis jusqu'au Turkestan chinois, au Pendjab et au Sind (cours inférieur de l'Indus) en 711.

A cette date, un duel multiséculaire est engagé entre l'Islam et l'Europe : la conquête de l'Espagne permet en effet aux musulmans de prendre pied sur le continent européen, par l'ouest, tandis qu'à l'est, les Byzantins, s'ils



Au VIIIe siècle, les armées de l'Islam déferlent sur l'Europe. Léon III l'Isaurien stoppe leur avance devant Constantinople en 717. Cependant, à l'Ouest, l'Espagne, la Narbonnaise, la Sardaigne, la Corse, les Baléares puis l'Aquitaine sont prises. C'est à Poitiers, en 732, que se décident le sort des Européens et celui de la Chrétienté. Charles Martel y écrasera l'armée de conquête levée par Abd al-Rahmân. Après cette bataille capitale, il fallut plusieurs siècles pour repousser l'arabe hors de Gaule et d'Espagne. Aujourd'hui, on l'accueille sans discernement, oubliant les leçons de l'histoire. Ici, la bataille de Poitiers.

suite des temps, cette bataille ait pris valeur de symbole. Déjà, un contemporain de cet événement décisif, l'Anglo-Saxon Bède le Vénérable, reprend la rédaction de son *Histoire* pour y ajouter que « *les Sarrasins, qui avaient dévasté la Gaule, furent punis de leur perfidie* ». Quelques années plus tard, un chrétien anonyme vivant à Cordoue écrit un poème où, décrivant la bataille, il montre d'un côté les Sarrasins et, de l'autre, « *les gens d'Europe* ». Ce chroniqueur, remarque Pierre Riché, « *a pris conscience de l'opposition qui existe entre deux mondes et deux civilisations, d'un côté les Arabes musulmans, de l'autre ceux qu'il appelle, dans un autre passage, les Francs, les gens du Nord, les Austrasiens qui représentent les peuples européens* [2] ».

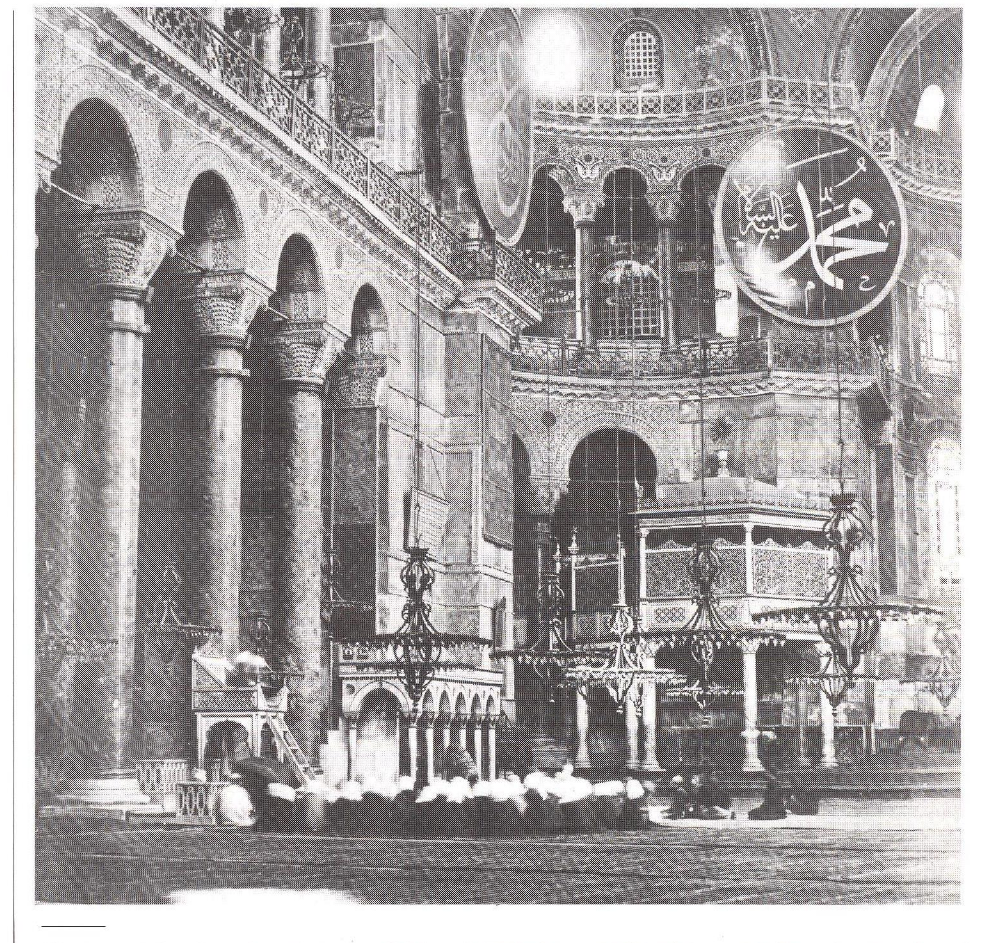
L'affrontement entre l'Europe et l'Islam ne devait plus cesser. Au IXe siècle, les Aghlabides, qui ont commencé à partir de 827 la conquête de la Sicile, lancent des expéditions de pillage sur les côtes de Provence et d'Italie. Marseille dévastée en 838 et 848 (de nombreux habitants sont emmenés en esclavage), Arles pillée en 842, Tarente prise vers 840, la Campanie attaquée dans les années suivantes... Tragique litanie. Rien ne semble pouvoir arrêter les assaillants : débarqués en 846 à l'embouchure du Tibre, ils remontent le fleuve et vont piller Saint-Pierre-du-Vatican.

ont dû céder, en Asie, de nombreux territoires, ont défendu avec acharnement Constantinople : assiégée de 674 à 680, puis en 716-717, la grande cité résista victorieusement. Cette résistance permit à l'empire byzantin de maintenir, pendant mille ans, le précieux héritage gréco-romain (on sait que l'empire romain finissant ayant été divisé en deux parties, l'une occidentale, l'autre orientale, seule cette dernière put revendiquer la continuité historique de Rome après la disparition de l'empire romain d'Occident, en 476 — même si Charlemagne, puis les empereurs germaniques s'affirmèrent, eux aussi, les héritiers spirituels de la romanité).

La reconquête

En 711, l'Espagne wisigothique fut perdue par ses divisions internes : le pouvoir étant convoité tant par Rodrigue que par Akhila, celui-ci n'hésita pas à appeler les musulmans du Maghreb pour terrasser son rival — quitte, ensuite, à perdre lui-même le trône : vieille histoire du loup dans la bergerie... Terrible leçon qui sera trop souvent oubliée au fil des siècles : la meilleure arme de l'Islam a toujours été la désunion des Européens.

Dans la foulée de leurs succès en Espagne, les musulmans ont envahi le royaume des Francs, franchissant les Pyrénées à partir de 714 et lançant des raids dans le sud-ouest et le sud-est, en profitant des complicités de certains chefs locaux, comme le duc de Provence Mauront. Charles Martel, maire du palais — et, à ce titre, chef effectif des forces franques —, arrêta avec ses guerriers les musulmans à Poitiers (732) : on comprend que, dans la



Plusieurs fois attaquée en vain par Orkhan (1337), Bayerid Ier et Mourad II, Constantinople est finalement prise par les Turcs de Mahomet II le 29 mai 1453. Le dernier empereur d'Orient, Constantin XI, périt héroïquement dans le combat. Sainte-Sophie, la cathédrale de Constantinople, construite entre 532 et 537 par des architectes grecs, est transformée en mosquée. Elle le restera jusqu'à ce que, par égard pour les Européens, Atatürk en fasse un musée. Depuis peu, les islamistes réclament qu'elle soit réouverte à leur culte. Signe du déclin de l'Europe et du réveil de l'Islam. Ici, Sainte-Sophie en 1900.

L'abbé du Mont-Cassin doit payer rançon pour éviter le même sort. Il fallut que l'empereur carolingien Louis II et l'empereur byzantin Basile Ier oublient leurs griefs [3] pour que, grâce à la coordination de l'armée franque et de la flotte byzantine, la base de Bari fût reprise aux musulmans, en 871.

Mais il faudra longtemps encore pour se débarraser des Sarrasins [4]. Le pape Jean VIII (872-882) se lamente : « *Les Sarrasins se sont abattus sur la terre comme des sauterelles et pour narrer leurs ravages il faudrait autant de langues que les arbres du pays ont de feuilles.* » Car, en Campanie, républiques urbaines, gouverneurs byzantins et princes lombards sont plus préoccupés de s'opposer entre eux que de se liguer contre le musulman. Il faudra donc attendre l'arrivée des Normands, dans les veines desquels bouillonne encore le sang viking, pour que soit libérée l'Italie du Sud : à l'issue de trente années de guerres incessantes (1061-1091), Roger Guiscard chasse les musulmans de Sicile. Son fils, Roger II, couronné roi de Sicile en 1130, crée un État puissant et va traquer les musulmans jusque dans leurs bases d'Afrique du Nord, contre lesquelles il lance des raids efficaces. Décisif retournement de situation : l'Europe n'est plus acculée à la défensive mais opère de vigoureuses contre-attaques.





Ci-dessus : en Espagne, l'occupation musulmane, commencée en 711, ne devait prendre fin qu'en 1492 avec la prise de Grenade par les "rois catholiques", Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille.
Ci-contre : frontière naturelle entre l'Islam et l'Europe, la Méditerranée fut le siège de conflits incessants où les Barbaresques faisaient la loi, fournissant la société musulmane en esclaves. Au large de Lépante, le 7 octobre 1571, les flottes vénitienne, espagnole et pontificale, commandées par Don Juan d'Autriche, écrasèrent la flotte turque d'Ali Pacha. Seule l'union des Européens peut venir à bout du monde musulman.

Celles-ci vont prendre une dimension hautement symbolique avec les croisades. Pendant deux siècles (XIIe et XIIIe), la fleur de la chevalerie européenne ira donner le meilleur d'elle-même sur les champs de bataille de Palestine, de Syrie, d'Égypte et d'Asie mineure. Dès la première croisade (1095-1099), Normands, Lorrains, Rhénans, Champenois, Bourguignons, Picards, Toulousains, Flamands alignèrent côte à côte leur ost pour se lancer dans une exaltante aventure. Face à un Islam redynamisé par un mouvement de "réveil" — comme il s'en produisit régulièrement au cours de son histoire — provoqué par les Turcs seldjoukides qui s'étaient emparé du califat abbasside en 1078, « *ces nomades, sunnites intransigeants, reprirent la guerre sainte avec une fougue analogue à celle des premiers musulmans* [5] ».

Un affrontement multiséculaire

L'union sacrée fut malheureusement temporaire : hormis la troisième croisade, qui vit s'unir le Français Philippe-Auguste, l'Anglais Richard Cœur de Lion et le germanique Frédéric Barberousse, jamais les Européens ne parvinrent à se grouper pour un combat commun. D'où, pour sauver l'honneur "franc" [6], la constitution de ces institutions très originales que furent les ordres militaires : Templiers, Hospitaliers, Teutoniques se vouèrent à défendre pied à pied les positions de Terre sainte — en un combat désespéré, compte tenu de l'écrasante disproportion numérique qui jouait en faveur des musulmans.

Mais le combat le plus exemplaire fut livré en Espagne. Un combat de huit cents ans... Au moment de l'invasion musulmane, des membres de l'aristocratie wisigothe s'étaient repliés, au nord, dans les montagnes des Asturies. A partir de ce bastion de résistance,

Alphonse Ier (739-757) harcela l'ennemi par une guerilla incessante et reprit le contrôle de la Galice, du nord du Portugal et d'une trentaine de villes (dont Porto, Salamanque, Avila, Ségovie). C'était le début de la *Reconquista*, jalonnée par la construction de chateaux forts (la Castille leur doit son nom) et l'établissement, sur les terres reprises, de colons soldats. Le royaume de León et Castille occupe Tolède en 1085, tandis que le pélerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle attire nombre de chevaliers français qui mettent leur épée au service de la Navarre et de l'Aragon. Pour ces hommes, le paradis est à l'ombre des épées — selon la belle formule d'un chevalier du XXe siècle. Rodrigo Diaz de Vivar (le "Cid"), quant à lui, donne comme mot d'ordre à ses hommes : « *Il faut vivre de nos épées et de nos lances.* »

On retrouve de nombreux Français dans l'armée qui, avec l'aide des ordres militaires espagnols (Santiago, Calatrava, Alcantara), regroupe en 1212 Castille, Aragon et Navarre — dont les rois ont eu la sagesse d'oublier leurs rivalités, face à la menace des Almohades, des fanatiques musulmans venus, d'Afrique du Nord, relancer le jihâd en Espagne. La grande victoire de Las Navas de Tolosa marque une étape décisive dans la *Reconquista* : les musulmans sont dès lors cantonnés en Andalousie, d'où ils seront enfin chassés en 1492 par Isabelle et Ferdinand, les "rois catholiques".

Vers une nouvelle reconquête ?

L'Islam, ensuite, est porté à bout de bras par le Turc, enhardi par la prise de Constantinople (1453). En Méditerranée, les Barbaresques sont cette "puissance malfaisante" à cause de laquelle « *il n'y a plus, désormais, de sécurité sur les mers familières* [7] ». Contre eux, les chevaliers de Malte font des prodiges d'héroïsme. Mais il faut une coalition européenne pour remporter la grande victoire navale de Lépante (1571) sur les Turcs, qui ont occupé la Hongrie en 1526 et menacé Vienne en 1529.

Au XVIIe siècle, nouvelles alertes : une armée ottomane entre en Silésie en 1663, assiège Vienne en 1683. Alors les Européens se groupent — y compris les Russes — en une Sainte Ligue. C'est le début d'une série de reculs pour les Turcs : au XVIIIe siècle, grâce aux coups de boutoir des Autrichiens et des Russes, Bucarest et Belgrade redeviennent européennes. Le sabre de l'Islam est émoussé.

Définitivement ? Ce mot n'a pas de sens en histoire. Surtout lorsqu'il s'agit d'une foi qui a lancé, au fil des siècles, des millions d'hommes à l'assaut de l'Europe. Les militants intégristes jettent, aujourd'hui, en défi : « *L'armée de Mahomet est de retour, nous sommes de retour* [8]. » La seule question qui se pose, ici et maintenant, aux Européens est donc celle-ci : l'esprit de reconquête est-il, lui aussi, de retour ? ■

1. Jacques Heers, *Précis d'histoire du Moyen Age*, PUF, 1968.
2. Pierre Riché, *les Carolingiens*, Hachette, 1983.
3. Les Byzantins admettaient mal que des Francs osent porter le prestigieux titre impérial, dont le monopole leur semblait dû.
4. Ce sont les "fils de Sarah", femme d'Abraham.
5. Guy Devailly, *l'Occident du Xe au milieu du XIIIe siècle*, Armand Colin, 1970.
6. Ce terme désigne, chez les musulmans, tous les Européens.
7. Gaston Zeller, *Histoire des relations internationales*, tome II, Hachette, 1961.
8. Claire Brière et Olivier Carré, *Islam, guerre à l'Occident ?*, Autrement, 1983.

On oublie trop facilement que l'Islam pénétra jusqu'au cœur même de l'Europe, qu'il y soumit des pays comme l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Grèce, les Balkans, et qu'il menaça Vienne à plusieurs reprises de 1529 à 1683, époque où la ville faillit être prise par le grand vizir Kara Moustafa et ne dut d'être sauvée qu'à l'arrivée d'une armée de renfort commandée par le duc Charles V de Lorraine qui battit les Turcs au Kahlenberg. Ici, le siège de 1683.



Deux cultures incompatibles

par Max Cabantous

Certains prétendent que l'Islam serait compatible avec notre civilisation. Rien n'est plus faux.
Alors que la culture européenne se caractérise par la dissociation du droit et de la loi divine, du temporel et du spirituel, la société musulmane les confond.
Le Coran est aussi la source du droit public et du droit privé. A ce titre, il ignore la notion d'État forgée en Europe, de même que l'esprit de tolérance et les droits individuels.
L'islam, qui signifie "soumission" à Dieu, implique par ailleurs l'inégalité entre l'homme et la femme, entre le maître et l'esclave, entre musulmans et non musulmans.
Cette vision théocratique du monde s'oppose en tout point à la vision de l'homme européen.



« *L'obéissance aux femmes fait entrer en enfer* », **déclare un proverbe arabe. Soumission, humiliation, tel est le sort que le Coran réserve à la femme, et le port du voile ou celui du tchador en sont les signes extérieurs parmi d'autres comme la polygamie et le harem. Une condition en totale contradiction avec celle que la culture européenne accorde à la femme. Sur cette photo : une femme algérienne.**

« *Nous pensons établir une République islamique en France, où nous avons quatre millions de musulmans* [...]. *Je demande une République islamique non seulement au Liban, mais également partout à travers le monde.* »

Tel est le texte d'une déclaration de Cheik Mohammed Hussein Fadlallah diffusée par l'agence Associated Press qui précisait, dans la même dépêche, que « *Cheik Fadlallah* [...], *le guide spirituel du Hezbollah libanais ou parti de Dieu* [...] *est le dirigeant chiite le plus influent au Liban* ».

Cette déclaration suivait de quelques jours les propos menaçants que le terroriste Fouad Ali Saleh avait lancés à ses juges lors de sa comparution devant le tribunal correctionnel de Paris.

Dans les deux cas, les médias minimisaient la gravité des propos tenus : le terroriste serait un furieux dont les imprécations ne mériteraient pas que l'on s'y arrête et, s'agissant de Cheik Fadlallah, les commentateurs soulignèrent le caractère spécifique des événements du Liban et le peu d'importance qu'auraient les chiites, c'est-à-dire les intégristes, les "fous de Dieu".

Qu'en est-il exactement ? Y a-t-il incompatibilité entre Islam et culture occidentale ? Ou, au contraire, si on laisse de côté ces "extrémistes" très minoritaires (toute société, toute religion a les siens), y a-t-il possibilité d'"insertion" des musulmans dans la société "multiraciale et multiculturelle" de demain ?

Un tableau idyllique

Un certain nombre de faits et de témoignages semble donner raison aux tenants de cette thèse. N'avons-nous pas, dans notre expérience quotidienne, des exemples de musulmans semblables à ceux que nous présentent deux films récents, *Pierre et Djemila*, de Gérard Blain, et *la Vie est un long fleuve tranquille*, d'Étienne Chatilliez ?

Dans le premier, on voit une famille musulmane d'honnêtes travailleurs qui ne demandent qu'à s'intégrer dans la société française, tout en gardant ce qu'on appelle aujourd'hui une "spécificité", plutôt sympathique et folklorique, jusqu'à l'arrivée d'un "intégriste" qui sera finalement rejeté par sa propre communauté.

Dans le deuxième film, on nous peint un brave épicier algérien qui fait partie intégrante du quartier au point d'intervenir comme conseiller et modérateur dans un conflit qui oppose des "Français de souche" : deux

familles ridicules, d'un côté des bourgeois confits dans une dévotion d'un autre âge, de l'autre des misérables vivant dans une peu attirante bohème. C'est lui, l'Algérien musulman, qui incarne les qualités de bon sens et de raison qui naguère étaient l'apanage des Français.

Ces travailleurs, ces épiciers, ces dames arabes avec leur progéniture, nous les côtoyons tous les jours et ils exercent des métiers que nous voulons de moins en moins faire. Bien sûr, il y a dans cette communauté, comme dans les autres, des brebis galeuses, mais elles ne représentent qu'une petite minorité. Tel est le discours que nous servent tous les jours les médias.

Ce tableau semble donner raison à ceux qui voient dans l'intégration "une chance pour la France", un sang neuf venant régénérer un peuple de "franchouillards" abâtardis.

Certains faits cependant viennent s'inscrire en faux contre cette vision. Un témoignage sur la guerre d'Algérie, cité par Jean-Pierre Hollender, l'auteur du roman de politique-fiction (et non d'anticipation, nous l'espérons), *2004 : tous musulmans* [1], est à cet égard significatif. Un matin, son employé arabe, qui était pour lui un ami, conseille à un agriculteur français de ne pas sortir. Négligeant cet avis, ce dernier part, comme tous les jours, s'occuper de ses bêtes. Le lendemain matin, lorsque sa femme ouvre la porte, elle trouve la tête de son mari posée sur un couffin. Quelque temps plus tard, les soldats français arrêtent l'employé arabe qui avait disparu. Ayant avoué son forfait en pleurant, il ajouta : « *Je l'aimais bien, c'était un bon patron, mais je n'y peux rien : c'était la volonté d'Allah.* » Ce n'était pas de l'hypocrisie, il était sincère !



Les musulmans en prière devant la mairie de Charvieu. En réalité, l'Islam n'est que le prolongement de l'Orient pré-islamique et tout le sépare de l'Occident. L'islamiste se prosterne, le chrétien s'agenouille. Le premier écrit de droite à gauche, le second de gauche à droite. L'Européen magnifie l'image de l'homme, le musulman la proscrit. Un proverbe arabe ne dit-il pas : « *la lenteur vient de Dieu et la rapidité du diable* », exprimant bien par là l'immobilisme qui caractérise cette civilisation du désert, alors que la soif d'action symbolise l'Occident ?

Un seul commandement : celui d'Allah

Comment expliquer ce qui apparaît à un esprit occidental comme une contradiction ? C'est très simple : il n'y a pas, comme le répètent les médias, des musulmans "mous" et des musulmans "durs", des « *musulmans qui pratiquent paisiblement leur religion* » et « *un Islam qui développe chez ses adeptes un esprit d'intolérance pouvant aller jusqu'au fanatisme ou au meurtre* [2] ». Pour tout musulman, Allah ayant parlé, ce qu'il demande est prioritaire. La même personne, qui n'était pas pratiquante, ou affirmait son indifférence pour les questions religieuses, se transforme en "moudjahidine", en combattant de la foi. L'ami français sera alors perçu comme le chrétien, l'infidèle qu'il faudra combattre ou exterminer selon le cas. Il y a quelques années, lors de conflits sociaux très durs dans l'industrie automobile française, la CGT eut l'idée d'utiliser le catalyseur religieux pour « *unir dans la lutte* » (contre la direction) les ouvriers musulmans. Dans certaines usines, la pratique religieuse des musulmans, tombée à 3 ou 4 p. cent, remontait en quelques mois à près de 100 p. cent à l'occasion de ces événements. Et les harkis, nous dira-t-on ? Eh bien, ils étaient considérés par leurs frères de race comme des renégats, ce qui explique la violence de la répression qui s'est abattue sur ceux qui étaient restés en Algérie après la fin de la guerre.

En vérité, les sentiments des musulmans vis-à-vis des chrétiens ont été traditionnellement peu amènes. On évoque toujours l'art de vivre ensemble qui, au Moyen Age, aurait régné dans le califat de Cordoue. C'est oublier que chrétiens et juifs avaient le statut de *dhimmis*, de citoyens de seconde zone. Ils étaient les seuls à payer le tribut personnel, n'avaient pas le droit de porter l'épée, de monter à cheval et ne pouvaient accéder à une quelconque fonction administrative — comme aujourd'hui les coptes en Égypte. Au XVIe siècle, Cervantès, qui les avait connus, nous a décrit les humiliations et les avanies que les maîtres musulmans faisaient subir aux captifs chrétiens [3]. Ceux-ci ne disposaient d'aucune garantie légale [4]. Pour mettre à mort un prisonnier chrétien, il fallait l'autorisation du pacha qu'on obtenait généralement. Rappelons que l'un des buts de l'expéditon d'Alger en 1830 était la suppression de l'esclavage.

Ce ne fut évidemment pas la conquête de l'Algérie qui fit changer les sentiments des arabes. Ils considéraient cette défaite comme un grand malheur sur le plan religieux. Un chant patriotique composé en 1830 par un Kabyle pleure cet événement : « *Les baptisés sont entrés dans Alger* [...] *c'est la religion du chrétien qui est triomphante* [...] *des mers nous ont apporté ces pourceaux (les chrétiens)* [...] *Alger, la colonne de l'Islam, est maintenant l'égale des habitants du Tombeau* [5]. » Et, en 1837, Léon Roches écrivait : « *Je m'aperçois que nos arabes, nos alliés, cachent sous une soumission apparente la haine héréditaire que les musulmans nourrissent contre les chrétiens* [6]. »

Rien n'avait changé au XXe siècle puisqu'au passage de l'enterrement d'un chrétien ou d'un juif, les petits arabes avaient l'habitude de chanter, en signe de joie : « *Chauffeur de l'enfer, attise bien fort ton feu, voici une bûche de thuya que nous t'envoyons* [...] *les chrétiens à l'hameçon, les juifs à la broche* [7]. »



Le port du foulard, de plus en plus répandu dans tous les pays musulmans, constitue l'un des signes du réenracinement culturel et religieux d'un monde islamique qui prend conscience de son identité. Son utilisation en France traduit la volonté des musulmans d'affirmer leur différence par rapport à la culture française. Le conflit qui a déchiré la classe politique n'est que le début d'une série d'incidents qui iront jusqu'à des affrontements graves : on ne juxtapose pas impunément des communautés que tout oppose. Ici, les musulmans manifestent à Paris en faveur du port du foulard à l'école.

Cette obligation est en toutes lettres dans le Coran : « *Combattez ceux qui ne croient pas en Dieu et au jour dernier* [...] *ceux qui, parmi les gens du Livre, ne pratiquent pas la vraie religion* (*i. e. les chrétiens*). *Combattez-les jusqu'à ce qu'ils paient directement le tribut après s'être humiliés* » (*sour.* IX, 29). Aussi n'est-il pas étonnant de voir un chef de guerre comme Abd el-Kader, qui était aussi un chef religieux, déclarer à Léon Roches qu'il était contraint de combattre les chrétiens « *pour défendre notre religion, car cette guerre est une guerre sainte* ». Et, à la question : « *Pourquoi avez-vous fait la paix avec les Français ?* », il répond : « *Je me suis inspiré de la parole de Dieu qui dit dans le Coran : "La paix avec les infidèles doit être considérée par les musulmans comme une trêve pendant laquelle ils doivent se préparer à la guerre"* [9]. »

En effet, pour l'Islam, le monde est divisé en territoires de Dar el Islam, où règne déjà le droit musulman, et en régions de Dar el Harb, qui sont à soumettre. Comme le souligne le père Lammens [10], ces terres, ainsi que leurs biens et leurs habitants, appartiennent de droit à l'Islam, elles sont destinées à être soumises dès que les circonstances s'y prêteront. C'est une simple question d'opportunité. Aussi, quand Fouad Ali Saleh, le terroriste responsable de l'attentat de la rue de Rennes

Ce mépris et cette hostilité derrière une soumission apparente s'expliquent avant tout par des causes religieuses. Ce qui, aux yeux des Français, était mensonge et fourberie semblait parfaitement normal à un musulman. « *Baise la main que tu ne peux couper* », dit un proverbe arabe. On est obligé de céder à la force, parce qu'Allah l'a voulu. Mais cet état n'est que provisoire. Tôt ou tard, les musulmans domineront le monde, à l'heure où Allah l'aura décidé.

Spirituel et temporel confondus

Aussi bien la notion de tolérance, qui nous est essentielle à nous, Européens, est-elle totalement étrangère à l'Islam. Dans son ouvrage, *l'Islamisme radical* (Hachette, 1989), Bruno Étienne fait état d'une correspondance avec un vieux lettré musulman. Celui-ci s'étonne d'entendre les chrétiens dire qu'ils respectent la religion musulmane : « *Jamais vous ne nous entendrez dire que nous respectons votre religion* [...] *de votre part, le respect à l'égard de la nôtre est une abdication. Vous renoncez à nous imposer votre foi : nous, nous ne renoncerons jamais à étendre l'Islam.* » En effet, la guerre sainte, "combat dans le chemin de Dieu", ou "djihad", est pour le croyant une obligation, non individuelle, mais collective. Elle devient un devoir personnel pour le musulman lorsqu'elle est déclarée par une autorité religieuse. Mais, ainsi que le souligne le père Lammens [8], « *le djihad ne doit jamais être interrompu ni prendre fin avant la soumission du monde à l'Islam, dont tous doivent reconnaître la suprématie politique* ».

L'illusoire intégration

La vision du monde occidental repose sur une dichotomie entre le spirituel et le temporel, le religieux et le politique. La culture antique gréco-romaine et le christianisme qui suivit ont fondé la société sur cette séparation. Ainsi la philosophie aristotélicienne donne à la Cité un fondement naturaliste et fait du politique un phénomène proprement humain. De même, le droit romain est un droit que l'on pourrait qualifier de laïque. Quant au christianisme né dans un empire païen, il s'est posé très vite le problème de la relation au pouvoir. « *Rendez à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu* », déclare l'Évangile. Saint Thomas d'Aquin, nourri d'Aristote, distingue la cité terrestre de la cité divine. Quant au conflit qui opposa l'Église à l'Empire, il porta uniquement sur le bornage des deux pouvoirs, le laïque et le religieux.

Tout autre est la vision du monde qui se dégage de l'Islam. Ce dernier ne distingue pas le spirituel du temporel. Au contraire, il en opère la fusion. Mahomet a été chef religieux, politique et militaire et le Coran est la source de tout : du religieux et du politique comme du privé. « *Rien ne se construit qui n'ait pour fondement la foi.* ».

De cette vision totalitaire découle une organisation de la société radicalement différente de celle qu'a conçue la culture européenne. Ainsi, ce qui fait la citoyenneté dans le monde musulman, c'est l'appartenance non à une nation, mais à la religion. Ce qui fait le droit public et privé, ce n'est pas l'État mais le Coran. Gilles Kepel a ainsi reconnu, dans *le Monde* (30 novembre 1989), à propos de l'intégration de la communauté musulmane de France, que cette « *intégration suppose que soit brisée la logique communautaire* », autrement dit, l'identité française autour d'un État-nation, puisqu'un bon musulman ne saurait obéir aux lois de la République, comme on l'a vu dans l'affaire du foulard*.

Si l'idée d'État-nation est étrangère à l'Islam, il en est de même de l'idée de démocratie et de droits individuels. La démocratie parce que la légitimité ne saurait reposer sur la volonté des individus, mais sur la conformité à la Cité de Dieu. Les droits individuels parce qu'il n'existe qu'une loi, celle de Dieu. Quant à l'idée de laïcité et de droits de l'homme, il faut beaucoup de naïveté pour imaginer que l'Islam pourrait s'en accommoder. « *La perception des droits de l'homme dans une pensée occidentale réduite au seul rationalisme positiviste et historiciste*, déclare Mohamed Arkoun, professeur à la Sorbonne, *renforce le malentendu avec l'Islam qui a pensé les droits de l'homme dans le cadre plus large des droits de Dieu* » (*le Monde*, 15 mars 1989).

On le voit, l'implantation en France d'une puissante communauté musulmane ne peut, à terme, que conduire à l'éclatement de la communauté nationale.

J.-C. B.

* A ce propos, on apprend que le docteur Tedjini Haddam, recteur de la Grande Mosquée de Paris, a déclaré au journal algérien *Horizons* : « *J'ai dit que l'Islam recommandait le port du voile, je n'ai jamais déclaré qu'il n'était pas obligatoire.* »



Abdul Farid Gebteni, opposé sur la Cinq à Jean-Yves Le Gallou. Directeur de *la Voix de l'Islam*, il fut l'organisateur des manifestations contre Salman Rushdie et en faveur du port du voile à l'école, manifestations pour lesquelles il a touché une subvention de 400 000 F du Fonds d'action sociale, c'est-à-dire de l'État. Il déclare : « *Même parmi ceux qu'on appelle les musulmans modérés, il y en a beaucoup qui, en public, se réservent et qui, en privé, sont tous pour une révolution islamique* » (''Arrêt sur image'', la Cinq, janvier 1990).

en 1986, déclare au tribunal : « *Ce procès criminel de l'Occident est le prélude de la grande guerre promise par Allah dans le Coran* », il ne fait que répéter ce qu'ont toujours pensé les chefs de guerre musulmans. En 1967, après la défaite infligée aux pays arabes par l'armée israélienne, le roi du Maroc Hassan II, qui est aussi commandeur des croyants, déclarait : « *Il nous revient, à nous musulmans, de savoir que Dieu nous a punis pour nos fautes et nos péchés* [...]. *Dieu nous a invités à ne pas désobéir à ses enseignements sacrés et à faire de ceux-ci la charte de notre action* [...]. *Certains d'entre eux sont même allés jusqu'à penser qu'il était possible de gouverner un pays en séparant le spirituel du temporel* [11]. »

C'est donc bien le Coran, en dernière analyse, qui règle la vie publique des musulmans. Non seulement la vie publique, mais encore la vie privée. Comme le souligne le professeur E. F. Gautier, « *le Coran n'est pas, comme l'Évangile, simplement le livre sacré, base de la vie religieuse, il est le Code, la réunion de tous les codes à lui tout seul, base de la vie juridique. Il est la constitution, la source théorique de tout pouvoir politique et le principe de toute administration dans n'importe quel État islamique* [12] ». Le Coran est aussi la base de la vie quotidienne de la *ummah*, la communauté islamique. « *Nous n'avons rien négligé dans le Livre* [13] », précise la sourate VI, verset 38. C'est d'ailleurs ainsi que l'entendent les musulmans. Les docteurs de la foi (oulémas) n'en sont que les interprètes, les ministres du culte, attachés aux mosquées (muftis, imans, muezzins) ne sont que des fonctionnaires. C'est le calife, successeur de Mahomet, qui est chargé de rappeler la loi coranique et de la faire respecter [14].

L'esclavage considéré comme naturel

C'est donc dans le Coran qu'il faut examiner s'il y a ou non compatibilité entre l'Islam et la culture occidentale. Un musulman peut-il, sans être en contradiction avec sa foi fondée sur le Coran, devenir un membre à part entière de notre communauté occidentale façonnée par dix-huit siècles de christianisme et deux siècles de "laïcité" ?

Dans cette perspective, ce qui est intéressant dans le Coran, ce n'est pas sa vérité historique liée à ses origines judaïques, mais son interprétation actuelle par les docteurs de la foi et la communauté musulmane.

En premier lieu, il faut comprendre que la dignité du travail, notion sur laquelle est fondée notre société moderne, est complètement étrangère à l'esprit du Coran tel qu'il est interprété par les musulmans. Ceux-ci sont avant tout des conquérants. Comme dans l'Ancien Testament, mais contrairement à la doctrine chrétienne, l'esclavage est considéré par le Coran comme une pratique parfaitement normale. A plusieurs reprises, l'affranchissement d'un esclave est évoqué à titre de réparation d'une faute commise. Par exemple, « *ceux qui répudient leur femme (non dans les règles, mais avec la formule "sois pour moi comme le dos de ma mère") devront affranchir un esclave avant de pratiquer de nouveau la cohabitation* ». Et le Coran précise : « *Ceux qui n'en ont pas devront jeûner pendant deux mois consécutifs* » (*sour.* LVIII, 3). La sourate XVI, verset 71, indique : « *Dieu a favorisé certains d'entre nous plus que d'autres dans la répartition de ses dons. Que ceux qui ont été favorisés ne reversent pas ce qui leur a été accordé à leurs esclaves au point que ceux-ci deviennent leurs égaux !* » On voit là que l'égalitarisme cher aux tenants des droits de l'homme est formellement banni de la société musulmane. Aussi, dans nombre de pays musulmans, l'esclavage est-il toujours pratiqué, même si cette réalité est soigneusement occultée.

En pays musulman, il n'est pas question d'"ascension sociale" : la possibilité de s'enrichir par son travail n'existe pas. Les riches le sont par droit de conquête ou à la suite d'un rapport de forces favorable, comme c'est le cas actuellement pour les émirs du Golfe. Si leurs États ont, en théorie, le plus haut niveau de vie du monde, la fortune nationale n'y est nullement partagée : il y a une minorité de nababs et une grande majorité de citoyens misérables. Nul sentiment de révolte parmi eux. C'est Allah qui l'a voulu, et tous ces biens matériels dont ils sont dépourvus leur seront donnés au Paradis.

Le refus du progrès et des sciences

Aussi est-il très compréhensible que le travail ne puisse pas toujours présenter un intérêt pour le musulman. « *Allah étant censé prévoir toute chose, à quoi bon l'effort au-delà du nécessaire?* », comme l'écrit Raymond Charles [15]. « *L'immédiat apportera les nourritures terrestres qui suffiront à faire franchir au fidèle l'étape transitoire avant d'aborder ce séjour céleste dispensateur d'une profusion éternelle de largesses matérielles.* »

Il en va de même dans le domaine de la connaissance. Comme l'indiquait le grand historien Joseph Hours [16], l'Islam « *c'est la négation de l'effort scientifique et de chaque science particulière autant que de la science elle-même. Rien d'inexplicable dès lors dans l'inertie de l'Islam à tout effort de recherche scientifique, de même qu'à toute œuvre d'application des découvertes de la science* [...]. [*Mais, dira-t-on*], *comment nier l'aptitude de l'Islam à l'activité scientifique alors que c'est lui qui, au temps du haut Moyen Age, pendant près de cinq siècles, a reçu des Grecs le flambeau de la recherche pour le transmettre par la suite à nous-mêmes?* [...]. *Il y a bien longtemps que Renan répondait à cette objection. Il montrait que, si l'étendue des conquêtes arabes permit l'entrée en contact de civilisations diverses* [...], *l'accroissement des connaissances ne fut généralement pas l'œuvre d'arabes proprement dits* [...] [*cette activité*] *se poursuivit, non par l'effet de l'Islam, mais en dehors de lui et sans sa sympathie* [...]. *Dans la première moitié du Moyen Age* [...] [*il*] *a supporté la philosophie parce qu'il n'a pu l'empêcher. Mais quand l'Islam a disposé de masses ardemment croyantes, il a tout détruit* ».

Comme le dit Alfred Boissenot, « *cette soumission confiante à la volonté de Dieu, cette indifférence faussement vertueuse aux exigences du monde moderne* [...] *mènent à la médiocrité matérielle et au sous-développement* [17] ».

La femme humiliée et enchaînée

Voyons maintenant, dans un autre domaine particulièrement cher à notre culture, de quelle façon la femme est considérée en terre d'Islam. Les musulmans évolués s'insurgent contre l'idée défavorable que nous nous faisons à ce sujet. Ce n'est pas, disent-ils, parce qu'elle reste au foyer pour élever ses enfants que la femme n'est pas respectée. Et de citer les exemples de la chanteuse Oum Kalsum en Égypte, qui était presque un personnage officiel, et surtout celui du Premier ministre du Pakistan, Benazir Bhutto, sans parler de la femme du Prophète, Khadidja. Et même le port du voile, expressément recommandé par le Coran pour les épouses et les filles des croyants (*sour.* XXXIII, 59 et *sour.* XXIV, 60 en particulier), n'est-il pas, dans leur volonté de le soustraire à la concupiscence des autres hommes, une preuve de la valeur que le père ou le mari attribue à sa fille ou à sa femme? Quant à la polygamie, elle est assortie de l'obligation d'entretenir les épouses lorsqu'elles sont devenues vieilles.

Bref, toute cette organisation ne constitue-t-elle pas une protection de la femme?

On constatera que ces raisonnements sont rarement tenus par les femmes. Les musulmanes, quand elles ont goûté à la civilisation européenne, considèrent souvent la sollicitude de "leurs" hommes comme d'insupportables contraintes. En réalité, le Coran et la loi coranique, la "charia", ont été établis par des hommes et pour les hommes. Qu'on en juge: « *Les femmes ont des droits équivalents à leurs obligations et conformément à l'usage. Les hommes ont cependant une prééminence sur elles* », dit le Coran (*sour.* II, 228). Ou encore: « *Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes.* » La supériorité masculine se fonde sur la volonté divine d'abord, sur des raisons économiques ensuite. Elle est confirmée dans le droit car, en justice, le témoignage d'un homme vaut celui de deux femmes (*sour.* II, 282). Même chose en matière d'héritage: « *Dieu vous ordonne d'attribuer au garçon une part égale à celle de deux filles* » (*sour.* IV, 11). Cette proportion est respectée partout où s'applique la loi coranique: aujourd'hui en Arabie saoudite, les indemnités à verser par l'auteur d'un accident d'automobile sont deux fois plus élevées si la victime est un homme.

Mais c'est dans la vie quotidienne que cet état d'infériorité de la femme se manifeste dans des comportements qui, bien que recommandés par le Coran, nous paraissent choquants, à nous, Européens: « *Lorsqu'on annonce à l'un d'entre eux* [*des serviteurs de Dieu*] *la naissance d'une fille, son visage s'assombrit, il suffoque: "Eh quoi! Cet être qui grandit parmi les colifichets, et qui discute sans raison"* [...] » (*sour.* XLIII, 17). En est-il autrement aujourd'hui?

De même, la désinvolture de l'homme en matière sexuelle et la soumission de la femme sont admises par le Coran: « *Vos femmes sont pour vous comme un champ de labour: allez à votre champ comme vous le voudrez* (*sour.* II, 223). »

La femme est considérée comme un être impur à cause de ses menstruations, qui sont un "mal". « *Tenez-vous à l'écart des femmes pendant leurs menstruations. Ne les approchez pas tant qu'elles ne sont pas pures* » (*sour.* II, 222), précise encore le Coran.

Aussi n'est-il pas étonnant que le droit islamique considère les filles comme des choses dont le père peut disposer à son gré: c'est le droit paternel du *djebr* de choisir l'époux de sa fille. De même, la répudiation est autorisée dans le Coran: « *Dieu ne vous*



Beyrouth en ruines, ou comment finit un État qui n'était pas une nation mais un agglomérat de peuples et de cultures opposés les uns aux autres et soumis aux luttes des États-nations voisins, la Syrie et Israël.

punira pas pour un serment fait à la légère » (*sour.* II, 229). Le mari peut répudier deux fois sa femme : « *Reprenez donc votre épouse d'une manière convenable, ou bien renvoyez-la décemment* » (*sour.* II, 229).

Encore un détail : il est tout à fait permis de battre sa femme si l'on a des doutes sur sa fidélité : « *Admonestez celles dont vous craignez l'infidélité : reléguez-les dans des chambres à part et frappez-les. Mais ne leur cherchez plus querelle si elles vous obéissent* » (*sour.* IV, 34). Le moins que l'on puisse dire est que cette conception des relations entre les hommes et les femmes profondément ancrée dans les mœurs a peu de points communs avec les valeurs et les traditions de notre société ou avec notre code civil.

Mais qu'importe ces difficultés juridiques, nous dira-t-on ? Ne peut-on envisager, comme ce fut le cas dans l'Algérie de la colonisation (*horresco referens*), la coexistence de deux droits, français et musulman ? On ignore généralement que le fameux décret Crémieux permettait non seulement aux juifs mais aussi aux musulmans d'acquérir la citoyenneté française. Mais, dans ce cas, ces derniers n'étaient plus justiciables du droit musulman : un mari ne pouvait plus "casser la carte", c'est-à-dire répudier son épouse, sur une simple requête faite au *cadi* (le juge, choisi dans la classe des oulémas, les docteurs de la foi). Aussi très rares étaient les musulmans qui choisissaient le statut français.

L'égalité menacée

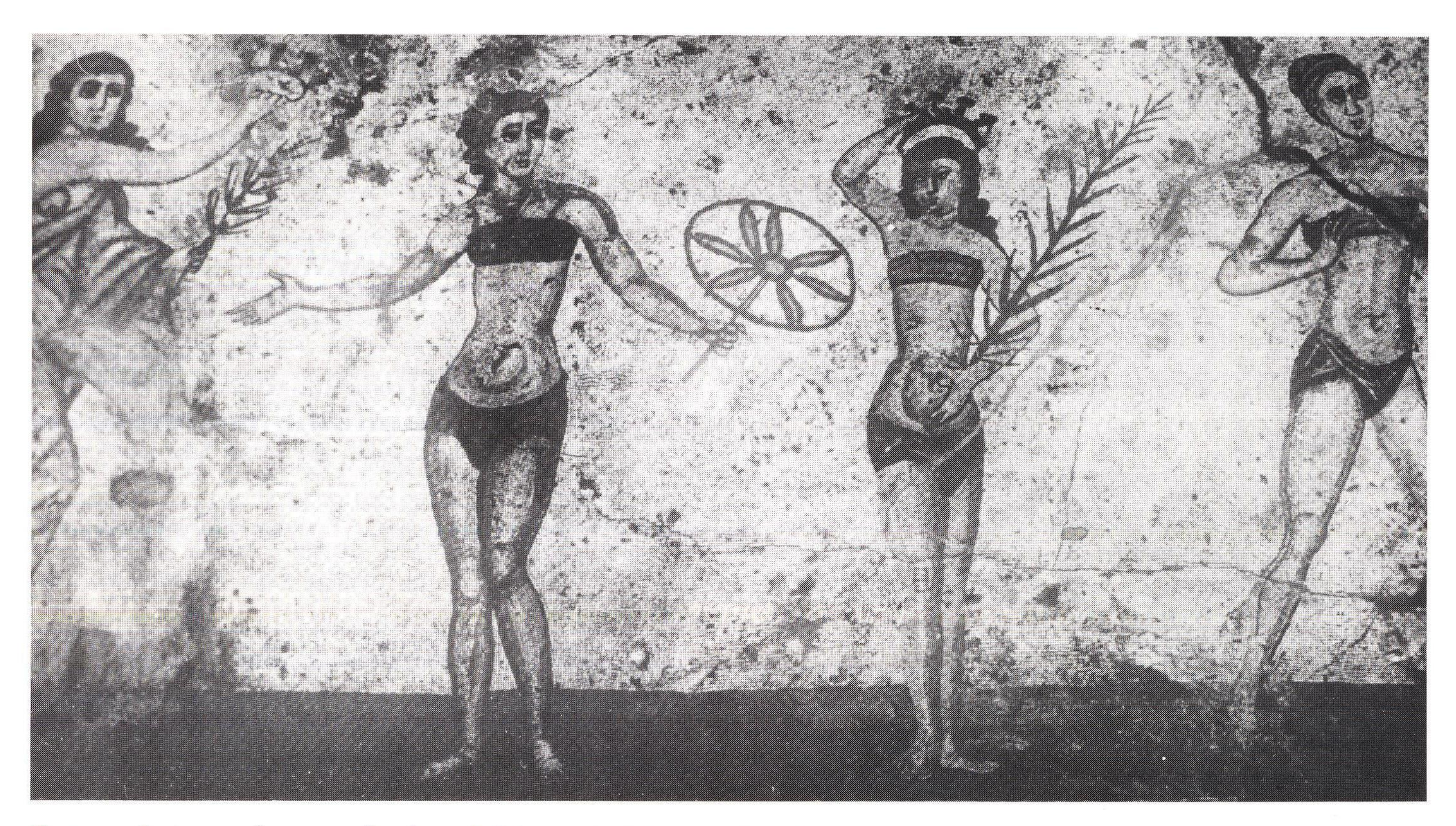
Mais, évidemment, cette coexistence supposait que les deux communautés ne se mélangent pas, ce qui était d'ailleurs le cas naguère en Algérie. Cela évitait des drames comme celui des "mères d'Alger", qui ont eu le tort, selon l'ex-recteur de la mosquée de Paris, d'ignorer la loi coranique : « *La future épouse d'un musulman doit savoir que l'enfant de père musulman sera musulman. Cette vérité doit être dite* », devait déclarer Cheikh Abbas au *Monde* (22 juillet 1986).

Cette coexistence de deux communautés ayant chacune son style de vie et son droit est incompatible avec les principes républicains qui prônent les mêmes lois pour tous. Nous l'avons vu lors du débat sur le port du voile islamique, où les partisans de la laïcité se sont opposés aux pragmatiques qui ne voulaient pas de "vagues". Que diront ces laïcs lorsque les musulmans exigeront que la loi coranique s'applique pour ce que nous appelons des délits ou des crimes et qui constitue pour eux une simple peccadille ? Une anecdote rapportée par le journal *le Quotidien* [18] de la Réunion donne un avant-goût de ces futurs conflits. Le 16 avril 1988, Amahandi Issoufi viole une fillette de dix ans. Il comparaît devant le tribunal le 8 novembre 1989. Son avocat plaide que, selon la loi coranique, son client musulman n'a commis aucun crime : « *Le violeur pourrait être traduit devant le cadi s'il y avait un plaignant. Et s'il n'y avait pas de plaignant, il n'y aurait pas d'affaire.* » L'avocat général demande douze ans de réclusion. Commentaire du *Quotidien* : « *Issoufi ne comprend pas* [...]. *Dans des sociétés où les femmes sont considérées comme des objets rattachés à la notion de tentatrice* [*c'est-à-dire les sociétés islamiques*], *le mal n'est pas que l'homme l'ait violée, mais qu'elle se soit fait violer, qu'elle ait été la tentatrice. L'enfant est devenue alors pour toute la communauté et pour sa propre mère un objet de répulsion, porteuse de la malédiction pour le groupe, et investie de la faute.* » Ce n'est ni une plaisanterie ni une histoire de sauvages : cela s'est passé à la Réunion, en 1989.

De telles "incompréhensions" ne pourront être résolues que lorsque la France sera devenue une république islamique. Tout n'est en réalité qu'une question de rapport de forces. Dans la société française, le musulman a le sentiment de devoir céder perpétuellement à la violence d'un droit qui lui est imposé. Mais il pense que cette situation ne saurait

Il est écrit dans le Coran : « *Dieu vous défend de vous entendre avec ceux qui vous tuent en votre religion.* » L'intolérance est contenue dans le livre sacré lui-même. La campagne d'incitation au meurtre menée contre Salman Rushdie, dans tous les pays arabes, ou comme en France sur cette photo, en fournissent un exemple. Témoins encore les poursuites engagées pour interdire la parution du livre dans le pays par de nombreuses associations musulmanes. L'Islam, lui, ne se soucie pas des droits de l'homme.





Dans tous les pays arabes, on assiste à une ''réislamisation'' du droit. Ainsi, le gouvernement irakien vient-il, le 28 février dernier, de publier un décret qui prévoit que tout homme qui tue sa mère, ses filles, ses sœurs, ses nièces ou ses cousines coupables d'adultère, ne serait plus poursuivi (hebdomadaire *Al-Itihad*). Sur la photo : détail du pavement dit ''des dix filles'' de l'époque romaine, IIIe-IVe siècle av. J.-C. (Syracuse). Un autre statut de la femme.

être que provisoire, tant qu'il sera minoritaire. En revanche, si on se place maintenant du point de vue du Français de souche, c'est non seulement le droit, mais la vie quotidienne et toutes les traditions qui sont appelées à changer radicalement au fur et à mesure que les musulmans prendront plus d'importance dans le pays.

Cela a déjà commencé sans que nous nous en rendions compte, tant l'information sur ces sujets est systématiquement occultée ou déformée. Ainsi sait-on que l'une des principales causes de la crise de l'élevage porcin en France tient au fait que les cantines scolaires et les restaurants d'entreprise s'abstiennent de plus en plus de proposer du porc à leurs menus ? Sait-on que les associations de défense des animaux protestent en vain non seulement contre les abattages clandestins, mais surtout contre la manière rituelle dont les animaux sont tués, dans des abattoirs très officiels, manière qui les fait très cruellement souffrir puisqu'ils doivent se vider entièrement de leur sang ?

Autre sujet tabou : sait-on que, dans le monde du travail, les exigences de l'islam obligent à des "aménagements" dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils mettent à mal cette fameuse "justice sociale" qui est la base de notre morale politique ? Prenons l'exemple de Renault, qui a toujours été traditionnellement à l'avant-garde en la matière. L'obligation de la prière cinq fois par jour a rendu nécessaires des regroupements de musulmans dans les mêmes équipes ou leur rattachement à des "pauses". Il y a d'abord eu une mosquée dans chaque usine, maintenant chaque département a la sienne. Lors du ramadan, les musulmans travaillent "à leur rythme", et on a aménagé pour eux des pauses spéciales. Il a fallu envoyer en stage à la mosquée de Paris des chefs d'atelier non musulmans « *pour qu'ils comprennent mieux la pratique de l'islam* ». Et les musulmans réclament maintenant le repos du vendredi.

L'impossible cohabitation

Partout où les coutumes et les traditions de la société civile française sont en contradiction avec la *charia*, c'est cette dernière qui l'emporte dès que le rapport de forces s'inverse. Aucun compromis durable n'est possible avec le Coran.

C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle Philippe III expulsa les morisques de son pays : ces musulmans constituaient un véritable État dans l'État.

Et ce n'est pas un hasard si toutes les tentatives de cohabitation entre chrétiens et musulmans se sont toujours terminées dans le sang ou par la réduction des premiers au statut humiliant de *dhimmis*. La réalité est incontestable : il y a incompatibilité totale entre la conception musulmane du monde et la culture européenne.

1. Éditions CNAC (6, rue Paladilhe, 34000 Montpellier), 1988.
2. Alfred Boissenot, *l'Islam et la guerre d'Algérie*, éd. CEL, p. 4. Dans ce livre remarquable, il y a certaines affirmations, comme celles-ci, pour le moins discutables.
3. En ville, les esclaves étaient employés aux plus sales besognes. A la campagne, ils tiraient les charrues, attachés avec un âne ou un cheval. Quant aux femmes, « *exposées à demi nues parmi leurs compagnons d'infortune aux regards insultants des acheteurs, elles passaient du bazar aux esclaves dans le harem d'un riche maure pour subir ses insultantes caresses ou pour être chargées des soins les plus pénibles de sa maison* » : P. Clauzolles, *l'Algérie pittoresque*, 1843, I, p. 75.
4. On rétorque souvent que les chrétiens en faisaient autant, que c'était les nouveaux temps. Rien n'est plus faux. Dans *l'Église au risque de l'histoire*, l'historien Jean Dumont fait justice de ces "légendes noires" anti-chrétiennes.
5. Léon Roches, *Dix ans à travers l'Islam*, Librairie académique Perrin, 1904, cité par A. Boissenot, *op. cit.*, p. 44.
6. La même année, le même témoin assiste à l'interrogatoire par le caïd de l'assassin d'un ouvrier allemand : « *Pourquoi as-tu tué cet homme ? Ce n'est pas un homme, c'est un chrétien* », répond le berger musulman. (*Ibid.*)
7. *Ibid.*, p. 45. Pour les citations du Coran, nous nous référons à la traduction de Denise Masson (La Pléiade, Gallimard). Celle-ci explique pourquoi elle utilise le terme Dieu (p. 611).
8. *L'Islam, croyances et institutions*, Librairie orientale, Beyrouth, 1943, p. 82.
9. Léon Roches, *op. cit.*, p. 72.
10. *Op. cit.*, p. 82.
11. Cité par Alfred Boissenot, *op. cit.*,, p. 11.
12. E. F. Gautier, *Mœurs et Coutumes des musulmans*, Club du meilleur livre, Paris, 1959, p. 7.
13. C'est-à-dire le Coran.
14. Lorsque le roi du Maroc a ordonné aux jeunes musulmanes du collège de Pontoise d'enlever leur voile, elles ont immédiatement obtempéré : il représentait la volonté d'Allah, au-dessus des lois françaises.
15. *L'Ame musulmane*, Flammarion, 1958, p. 93.
16. Joseph Hours, *la Conscience chrétienne devant l'Islam*, tiré à part d'*Itinéraires*, n 60, pp. 19-20.
17. *Op. cit.*, p. 49.
18. Cité par *National-Hebdo*, 7 décembre 1989.

Perspectives sur l'Islam en France

Entretien avec J.-P. Péroncel-Hugoz*

"Aucune grande conscience française n'a encore eu le courage de dire aux musulmans que, s'ils veulent vraiment s'intégrer chez nous, il leur faudra renoncer à une partie de leurs valeurs."

▶ *Quelle définition donneriez-vous de l'Islam et de l'islamisation ?*

■ L'Islam avec majuscule, c'est l'ensemble des musulmans, leur civilisation, comme on dit l'Occident, comme on disait jadis la Chrétienté. L'islam avec minuscule, c'est la doctrine, la foi, comme on dit le christianisme, le bouddhisme, etc. Quant à "islamisme", qui avait naguère le même sens qu'"islam", on l'emploie désormais pour désigner le mouvement politico-religieux militant qui, sous diverses formes, a le vent en poupe parmi les musulmans du monde entier, depuis plus de dix ans. Les participants de ce mouvement, théoriciens ou (et) hommes d'action, sont appelés "islamistes", néologisme qu'il a fallu inventer parce que les "intégristes" ou "fondamentalistes" islamiques refusaient ces appellations.

▶ *Dans la mesure où l'islamisme paraît un danger pour la France et l'Europe, quelles mesures préconiseriez-vous pour y faire face ?*

■ Jusqu'ici, l'État français s'est contenté d'avoir quelques "indics" politiques au sein de l'Islam hexagonal dont la dimension sociologique et culturelle semble à peu près complètement lui échapper. La première des choses à faire serait de savoir combien il y a de musulmans en France. C'est un peu court de répéter que « *l'islam est la deuxième religion de France* ». A ma connaissance, une seule personne, qui n'avait évidemment pas les moyens statistiques de l'administration, s'est penchée sérieusement sur ce sujet déterminant pour le présent et surtout pour l'avenir qu'est le nombre de musulmans



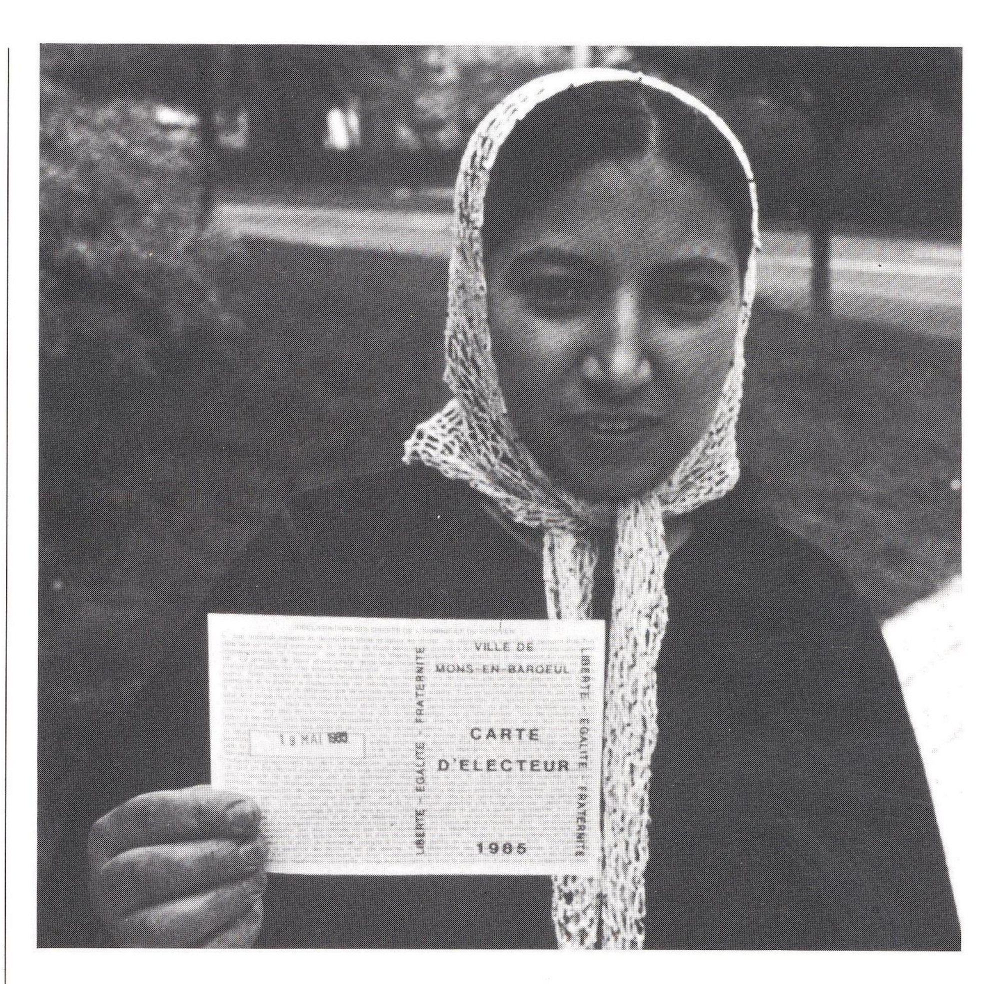
vivant chez nous : il s'agit de Nadjmouddine Bammate, personnalité musulmane respectée, ancien délégué du royaume d'Afghanistan aux Nations unies et expert de l'Unesco. Il est mort d'une crise cardiaque dans le métro parisien. Auparavant, dans une déclaration au numéro de l'été 1984 de *l'Idiot international* de Jean-Edern Hallier, il avait indiqué : « *Il existe* [...] *de 5,5 à 6 millions de musulmans, dont 2,5 à 3 millions de nationalité française, en France* [*venant*] *du monde arabe mais aussi du monde turc, iranien, africain, indien et de tant d'autres.* » Ces estimations, qui paraissent sérieuses, notamment compte tenu de leur auteur, demanderaient évidemment à être confirmées par des moyens scientifiques. Sans chiffres sûrs, aucune politique sérieuse de traitement de la question musulmane en France ne pourra être menée.

La seconde mesure à prendre serait, je crois, de mettre en demeure cet Islam de France de s'organiser, comme le fit Napoléon Ier à l'égard des protestants et des juifs, non sans mal d'ailleurs, afin que les pouvoirs publics aient enfin des interlocuteurs musulmans stables. Aujourd'hui, l'État français ne trouve en face de lui que des représentants de puissances étrangères (notamment les Algériens à la mosquée-cathédrale de Paris), qui peuvent, le cas échéant, se retrancher derrière la souveraineté de leur pays, ou bien des myriades d'associations plus ou moins représentatives et qui vont répétant que « *l'islam n'ayant pas de clergé, personne n'est habilité à parler au nom des musulmans* ».

Argument tout à fait spécieux dans la mesure où, *si l'islam n'a pas de sacerdoce, il a bel et bien un clergé*, une classe cléricale même, composée des oulémas, muftis, imams et autres cheiks. Le Conseil musulman de France, à créer, devrait, c'est clair, comporter des membres de ce clergé mais aussi des "laïcs", *en tant que tels*, même si la notion de laïcité est ignorée par la doctrine musulmane classique, au même titre que l'athéisme, deux notions "inconcevables". Tous ces membres devraient, bien sûr, être de nationalité française et naturellement sans double allégeance.

▶ *Ces puissances étrangères musulmanes auxquelles vous faites allusion ne risquent-elles pas de s'ingérer dans les affaires françaises ?*

■ Probablement, et c'est sans doute déjà le cas, ainsi que l'ont démontré dans leurs travaux récents les orientalistes Bruno Étienne et Gilles Kepel, des hommes de terrain qui ne raisonnent que sur des faits. Ce n'est du reste un secret pour personne que certains dirigeants algériens, saoudiens, etc., veulent mettre sur pied en France un groupe de pression musulman susceptible de peser sur la politique arabe de Paris, à l'exemple du lobby juif aux États-Unis ou en Europe, qui, au nom de la solidarité politico-confessionnelle, mobilise une partie de la diaspora lorsque Israël se sent menacé. Le Coran, qui a tout prévu, même les fonds secrets, indique d'ailleurs, au verset 60 de la sourate de l'Immunité, que « *les aumônes sont destinées aux pauvres, aux nécessiteux et* [...] *à ceux dont les cœurs sont à rallier* ».



Page de gauche : une école coranique en France. Ci-dessus : le vote des immigrés à Mons-en-Barœul.

Nasser et les Coptes

▶ *Comment expliquez-vous le passage de la revendication nationaliste et laïque au fondamentalisme islamique dans les pays du Proche-Orient, du Moyen-Orient et du Maghreb ?*

■ D'abord la revendication nationaliste a toujours été fortement imprégnée d'Islam : pour ne citer que deux exemples, c'est le "nationaliste arabe" Nasser qui interdit, dès 1956, à ses compatriotes chrétiens d'enseigner la langue arabe, idiome du Coran avant d'être le parler maternel des Coptes d'Égypte, lesquels, en tant que non musulmans, n'étaient donc plus jugés aptes à enseigner ladite langue. Quant à ceux que nous appelions *fellagas* en Algérie, ils s'appelaient entre eux, quoique nationalistes algériens, *moudjahids*, c'est-à-dire "combattants du djihad", la guerre sainte islamique.

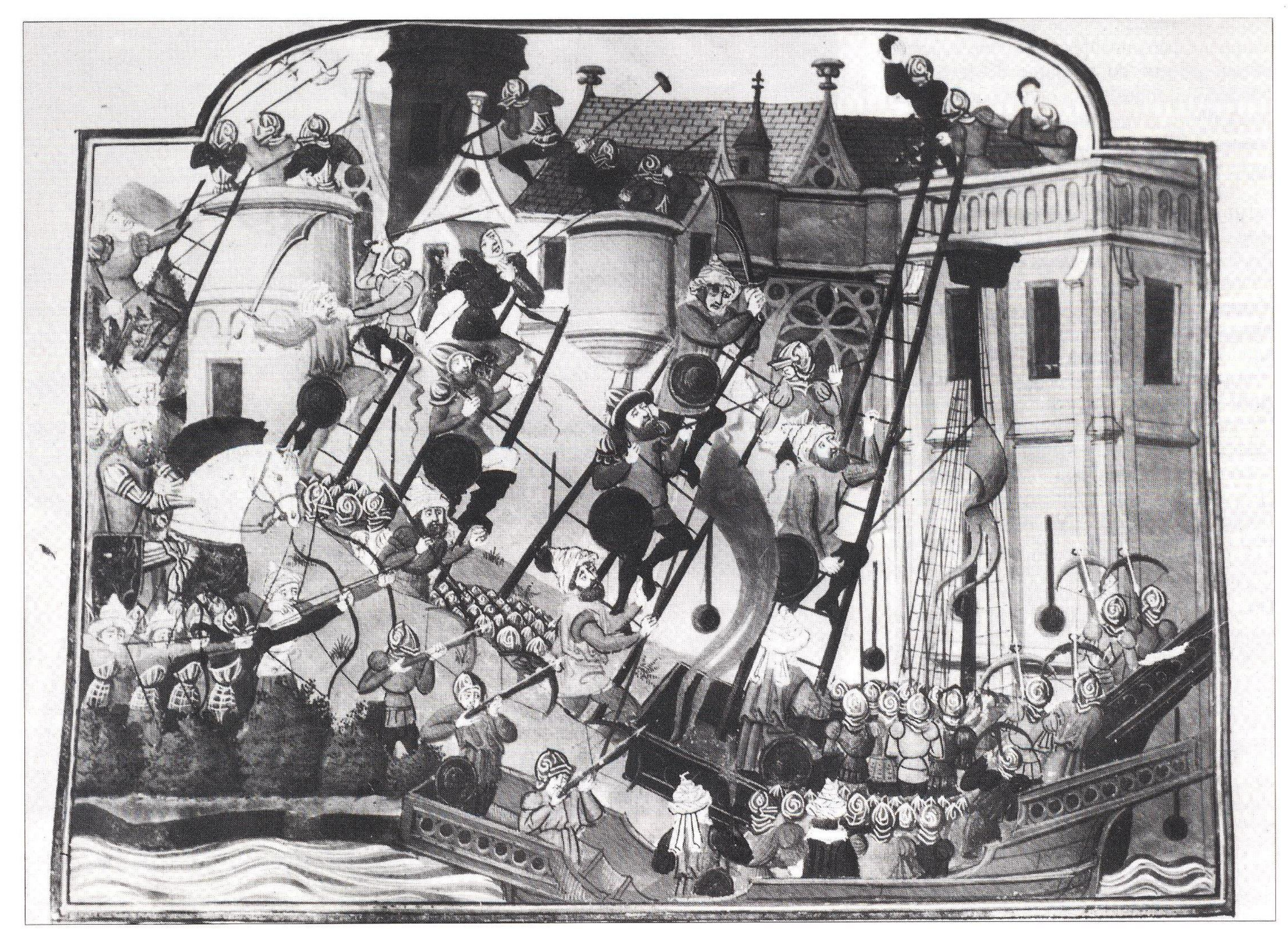
Lorsqu'en plus, ces régimes "nationalistes" furent incapables de conduire l'économie et que certains d'entre eux furent battus par Israël, les musulmans revinrent à une conception encore plus panislamique du monde. Aujourd'hui, le panarabisme est présenté par les islamistes comme une « *invention des chrétiens d'Orient pour combattre l'islam* » (sic).

La conception musulmane classique de la nationalité est avant tout confessionnelle. On pourrait citer de cela cent exemples anciens ou récents : ainsi, en Syrie, jadis, le grand-mufti du pays ne craignait pas de déclarer qu'il se sentait plus proche des lointains musulmans chinois que de son concitoyen chrétien, devenu chef du gouvernement de Damas... Plus près de nous, circule actuellement en France l'ouvrage d'un Algérien, le docteur Mohamed Ben Abdelkrim El Djazaïri, dont le titre est à lui seul un programme : *le Changement de nationalité : apostasie et trahison*, livre qui a pour but, apparemment, de décourager les musulmans tentés de se faire naturaliser français...

▶ *Dans votre ouvrage,* le Radeau de Mahomet, *vous parlez des "Turcs de profession". Qu'entendez-vous par là ?*

■ L'expression n'est pas de moi. Je l'ai simplement réemployée. Elle désignait au XVIIIe siècle les Européens qui, pour pouvoir commercer en paix en terre musulmane, éventuellement y vivre et s'y marier, se convertissaient à l'islam. Par extension, on

* Auteur de plusieurs ouvrages ayant pour toile de fond l'Islam d'hier et d'aujourd'hui (dont *le Radeau de Mahomet*, Champs-Flammarion, et *Une croix sur le Liban*, Folio-Actuel, Gallimard), Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, journaliste au *Monde*, a répondu à nos questions. Il prépare pour la rentrée de cette année un nouvel ouvrage intitulé *Cinquante villes du Sud*, où l'observation des sociétés musulmanes occupera aussi une place importante.



peut, de nos jours, appeler "Turcs de profession" — il serait plus exact de dire "musulmans professionnels" — tous les Occidentaux qui, sans se convertir, ou parfois en se convertissant à l'islam (le philosophe Garaudy, l'architecte Pouillon, le chorégraphe Béjart, etc.), adhèrent, sans esprit critique, à la plupart des conceptions musulmanes du monde, louangeant systématiquement les régimes et les sociétés islamiques, bref, nous présentent ce que l'islamologue franco-algérien Ali Mérad a appelé un "Islam à l'eau de rose". Plus crûment, il s'agit de désinformation. Naturellement, ces "Turcs de profession", qui peuvent être aussi bien politiciens que philosophes, prêtres qu'universitaires, trouvent en contrepartie table ouverte sous les palmiers et le soleil de nombre d'États musulmans...Je ne pense pas, malheureusement pour eux, que ces béni-oui-oui à l'envers aient capté le respect de leurs hôtes islamiques.

▶ *Vous étiez en Égypte lorsque les fondamentalistes musulmans ont commencé à manifester leur puissance. Vous avez été l'un des premiers journalistes occidentaux à discerner la renaissance islamique. Comment vos analyses ont-elles été accueillies par vos pairs et par les orientalistes ?*

■ Au diable, la modestie ! J'ai été non seulement le premier mais encore pendant plusieurs années, lorsque j'étais correspondant du *Monde* en Égypte, le seul journaliste occidental à décrire le mouvement islamiste renaissant comme étant en expansion rapide parmi les étudiants, les citadins, l'armée, et comme dépassant les clivages sunnites-chiites dans son admiration pour la révolution islamique d'Iran et son aversion pour l'Occident. J'ai été expulsé d'Égypte par ordre de Sadate lui-même, un mois avant son assassinat par des militaires islamistes, pour avoir écrit dans *le Monde* que ceux-ci étaient présents dans les casernes et constituaient un danger pour le régime.

Jusqu'à cet assassinat, la plupart de mes confrères me traitaient au mieux de "rêveur", d'autres m'accusaient d'être "arabophobe". Je fus également accusé d'« *alimenter le racisme en France* » en exprimant mes craintes, dès le début de la décennie quatre-vingt, que le mouvement islamiste ne rencontre des échos chez nous. Ce qui s'est passé depuis lors est allé, hélas !, au-delà de mes appréhensions et certains analystes qui, hier, me moquaient sont aujourd'hui au premier rang des catastrophistes.

▶ *Un musulman peut-il, en restant fidèle à sa foi et à sa communauté, abandonner les règles de vie civile prévues par le Coran ?*

■ Là est toute la question. L'Occident, le christianisme prônent l'individu, jusqu'à l'excès parfois. L'Islam est avant tout solidarité socio-confessionnelle, surtout face à l'extérieur : quiconque se démarque des règles communautaires se met de lui-même à l'index. Or, pour qu'un musulman (ou tout autre étranger) devienne pleinement français, il faut qu'il place la communauté nationale avant sa propre communauté. Je ne dis pas que c'est impossible puisqu'on en voit des cas autour de nous, encore peu nombreux, mais réels, je crois simplement que ce sera très difficile. Quand je vois le Franco-Algérien Arezki Dahmani revendiquer le « *droit à la ressemblance* », cela me paraît aller plus dans le sens des intérêts nationaux que lorsque le Marocain Tabar Ben Jelloun réclamait le « *droit à la différence* ». Une société multiculturelle serait l'idéal. Hélas ! aucune société de ce type ne fonctionne harmonieusement, de l'Inde à l'Irlande, du Liban au Burundi, de Chypre à l'Algérie et ainsi de suite. La francisation des musulmans passe, qu'on le veuille ou non, par l'abandon, non pas de leur foi, bien sûr, mais de valeurs et traditions comme l'héritage inégal, la polygynie, la répudiation unilatérale, le droit de marier les mineurs, la hiérarchie juridique des sexes et des religions, qui ont peut-être leur sens ailleurs, je ne le nie pas, mais sont absolument contraires à notre droit et à nos mœurs. Malheureusement, aucune grande conscience française n'a encore eu le courage de dire cela aux musulmans de France.

Réfugiés culturels maghrébins

▶ *Malgré cela, l'Islam contient-il, selon vous, des apports positifs pour notre civilisation ?*

■ Tout échange entre cultures dégage *in fine* des apports positifs mutuels, même s'il s'est déroulé dans de mauvaises conditions psychologiques, politiques ou autres. La liste serait interminable de ce que nous avons déjà donné à l'Islam et de ce qu'il nous a apporté. Pour l'avenir, s'il n'y avait qu'une vertu mahométane que j'aimerais voir les Français adopter, ce serait l'optimisme. L'Islam est une civilisation fondamentalement optimiste, donc nataliste. Pas de spleen, de cyclothymie, de cas de conscience endémiques d'angoisse pour l'avenir comme chez nous, mais un mélange *sui generis* d'optimisme et de patience que les chroniqueurs coloniaux confondirent avec du fatalisme et qui est, je pense, l'une des principales forces de l'Islam. En contrepartie, si les musulmans pouvaient nous emprunter un peu, rien qu'un petit peu de notre tolérance à la critique de l'Autre et de notre sens de l'autocritique, ce serait certainement excellent pour nos relations bilatérales... Et pour l'intégration.

▶ *Quels sont les risques d'une prise de pouvoir par les islamistes en Algérie et en Tunisie ? Quelles en seraient les conséquences pour nous ?*

■ Ces risques sont grands. Et qui ne voit que l'instauration d'un régime islamiste militant à une heure d'avion de la Provence ne pourrait pas ne pas avoir de graves conséquences en France ? Ne serait-ce qu'en raison de l'afflux certain de plusieurs centaines de milliers de "réfugiés culturels" qui viendraient achever de déséquilibrer la situation démographique de villes comme Marseille. Le géographe de gauche Yves Lacoste écrivait, en 1988, dans *Questions de géopolitique* (La Découverte) : « *Si la vague islamiste venait à l'emporter dans un des pays du Maghreb* [...] *un grand nombre de Maghrébins* [...] *chercheraient à trouver refuge en France* [...]. *De nombreux Français affolés par les meneurs d'extrême droite* [...] *ne se lanceraient-ils pas dans une série d'actions violentes, de pogroms contre les musulmans ?* [...] *Les meneurs islamistes* [*du Maghreb*] *pourraient* [*en réaction*] *se lancer dans une série d'opérations terroristes ou même, avec des armes modernes* [...], *dans une "guerre sainte" contre la France.* »

A ma connaissance, ce mouvement vers l'Europe de "réfugiés culturels" maghrébins a déjà discrètement commencé, notamment parmi les professions libérales et universitaires.

▶ *Y a-t-il eu des cas de coexistence pacifique durable au cours de l'histoire entre Chrétienté et Islam ?*

■ Il en existe des exemples assez nombreux, quoique rarement durables, de l'Andalousie à l'Empire ottoman, mais en tout cas non conformes à la conception égalitaire des droits de l'homme imposée par les Nations unies depuis 1945, puisque les chrétiens (et les juifs) vivant sous des princes musulmans furent traités en *dhimmi* : des citoyens devant payer un impôt spécial (et humiliant), n'ayant pas le droit de porter les armes ni de diffuser leurs propres croyances ou de critiquer l'Islam, etc. Cette *dhimmitude* a subsisté jusqu'à nos jours, sous des formes atténuées, au Proche-Orient. Elle reste mal vécue par les chrétiens, je l'ai constaté cent fois sur le terrain, en Égypte, en Irak, au Soudan, etc. En outre, la loi coranique ne reconnaît aucun droit, sauf celui de se convertir à l'islam, aux athées et aux adeptes des religions non abrahamiques.

▶ *Lors d'un récent voyage au Sahel, Jean-Paul II a appelé au dialogue entre chrétiens et musulmans. A la lumière des événements du Liban, ne pensez-vous pas que ce dialogue est un leurre ?*

■ C'est son rôle de pape et de chrétien. Cela dit, la nouveauté, lors de ce voyage de janvier 1990 au Sahel, c'est que Jean-Paul II, pour la première fois, a dit publiquement, en termes choisis, ce qu'affirment sous le manteau, depuis plusieurs années, de nombreux chrétiens d'Occident déçus par le dialogue avec l'Islam. Quant aux chrétiens d'Orient, ils savent de longue date à quoi s'en tenir.

Le pape a donc déclaré, à Bamako, capitale où l'influence antichrétienne des "wahabites" — musulmans locaux sous influence séoudite — est très forte : « *Le dialogue avec les musulmans n'est pas toujours aisé* [*et*], *qui plus est, on est parfois placé* [...] *devant une sorte de réticence à respecter le principe de réciprocité dans la reconnaissance des droits des uns et des autres à la liberté de conscience et de culte.* » En d'autres termes, ce que les musulmans obtiennent chez nous, et c'est normal, ils l'accordent moins que jamais aux chrétiens vivant en terre d'Islam. C'est patent du Nigeria au Caucase, en passant par l'Égypte ou la Turquie, sans oublier l'Arabie, et c'est là, me semble-t-il, un fait peu rassurant pour l'avenir de nos rapports tant avec l'Islam étranger qu'avec l'Islam de France.

Propos recueillis par Jean-Claude Bardet.



Page de gauche : la prise de Constantinople par les Turcs le 29 mai 1453, d'après une miniature.
Ci-contre : une librairie coranique à Paris.

La menace est au Sud

par Jean-Yves Le Gallou



Les prises d'otages constituent depuis dix ans un des aspects de la guerre que l'Islam fait à l'Occident : un moyen dont la portée se trouve multipliée par les médias modernes. Aujourd'hui, huit Américains, trois Anglais, dont Terry Waite, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbery et médiateur, un Irlandais, un Italien, deux Allemands, une Française, Jacqueline Valente, et cinq Belges, choisis pour leur nationalité "occidentale", sont retenus en otages. Certains ont été détenus durant des années et pendus comme le colonel Higgins. Tel est le sort que le Coran réserve aux impies en période de jihâd.

Alors que le conflit Est-Ouest né du partage de Yalta tend à s'estomper, à l'heure où le danger venant de l'Est paraît diminuer en raison de l'effondrement du communisme, du Sud se lève une nouvelle menace : l'Islam. Menace démographique d'abord, en raison d'une fécondité qui devrait bientôt porter le monde musulman à un milliard d'individus, et à deux milliards vers 2020, alors que la natalité européenne est en plein effondrement. Menace politique ensuite à cause du réveil religieux et culturel des pays islamiques, de l'URSS au Maroc. Menace militaire enfin, compte tenu du surarmement dont font l'objet les États arabes.

Au cours des quarante-cinq dernières années, le conflit Est-Ouest a dominé notre histoire. Ce que, dès 1946, Winston Churchill avait appelé le rideau de fer constituait la principale fracture du monde.

La dislocation progressive des régimes communistes de l'Europe de l'Est et l'ouverture du mur de Berlin ont marqué la fin de cette période. Constatant la victoire politique du libéralisme et des démocraties sur le communisme, le théoricien Fuyukama a annoncé la "fin de l'histoire".

Contemporaine de la planétarisation des phénomènes idéologiques et sociaux, liés à la mondialisation des échanges d'hommes, d'idées, d'images, cette thèse a pu, l'espace d'un instant, séduire les élites occidentales.

Pour médiatisée qu'elle fût, cette thèse n'est jamais que la énième réincarnation d'une utopie millénaire : l'annonce de la fin des conflits politiques.

Or, s'il est vrai qu'un conflit entre groupements politiques peut s'atténuer, voire cesser, ce n'est pas pour autant la fin de l'histoire, mais tout simplement le déplacement du lieu où elle se déroule.

Même s'il convient de rester vigilant, force est de reconnaître que l'affrontement Est-Ouest a perdu de sa vigueur et qu'il inspire de moins en moins de crainte. Mais d'autres perspectives de conflits surgissent, avec une intensité — et une probabilité — accrues.

A l'intérieur des États, notamment occidentaux, les élites cosmopolites s'opposent à la renaissance des courants identitaires qui refusent le projet d'un gouvernement mondial.

Une nouvelle ligne de fracture du monde se dessine à l'aube du IIIe millénaire : la faille nord-sud.

La faille nord-sud

Cette ligne de fracture passe d'abord le long du rio Grande entre les États-Unis et le Mexique, entre le continent nord-américain et l'Amérique centrale et du Sud. D'extraordinaires migrations se produisent, conduisant les masses rurales pauvres vers les mégapoles monstrueuses de Mexico, Caracas, Lima, Monterrey, d'où elles partent ensuite pour aller tenter leur chance dans les villes du nord du continent.

Les masses urbaines déracinées de l'Amérique centrale et du Sud sont un réservoir pour les mouvements révolutionnaires, comme les sandinistes ou le Sentier lumineux, un réservoir pour les narco-trafiquants qui prennent le contrôle de régions entières, un réservoir à immigrés clandestins pour le Canada et les États-Unis.

La nouvelle ligne de fracture du monde passe aussi par la Méditerranée entre ses rives nord et ses rives sud, le long de la ligne qui va du détroit de Gibraltar à la Corne d'or. D'un côté, des peuples riches et vieillissants, de l'autre des masses pauvres et fécondes travaillées par l'islamisme. La nouvelle ligne de fracture passe aussi bien

au sein de l'empire soviétique de Bakou à Alma-Ata, entre la république russe et les républiques musulmanes soviétiques dont le désir d'émancipation porte en germe l'équivalent de cinquante guerres d'Algérie.

Le nouveau visage de l'ennemi

S'agissant de la France, comme de l'Europe, cela doit nous conduire à réévaluer les menaces qui pèsent sur notre souveraineté et notre liberté et à donner un nom au nouveau visage de l'ennemi.

Selon les politologues Julien Freund et Carl Schmitt, la distinction ami/ennemi est la distinction clef de la politique : l'ennemi est ce qui met en question l'existence d'une collectivité politique. Celle-ci doit donc savoir face à qui il lui faut protéger son existence, que l'ennemi « *prenne le visage de l'ennemi réel et concret de la guerre, celui de l'ennemi virtuel de la diplomatie ou celui de l'ennemi de l'idéologie* [1] ».

Or, aujourd'hui, que ce soit par la diplomatie, par la menace militaire, notamment du terrorisme, ou par le discours, l'ennemi c'est l'islamisme radical : « *Je m'appelle la mort de l'Occident* » proclama à la face de ses juges le terroriste Fouad Ali Saleh poursuivi pour les attentats de la rue de Rennes.

Puisse-t-il, par sa déclaration, avoir contribué à ouvrir les yeux des Français puisque, selon la formule de Platon, « *celui qui est haï est l'ennemi, non celui qui hait* [2] ». Bref, nous n'avons nul besoin de haïr les islamistes pour que ceux-ci soient nos ennemis. Il suffit que ceux-ci nous haïssent.

Or les islamistes haïssent les Européens. Car leur mouvement — qui est la phase culturelle de la décolonisation — est d'abord un rejet de l'Europe et de l'Occident.

Comme le dit François Burgat dans son ouvrage sur l'islamisme au Maghreb, « *on nommera islamisme le recours au vocabulaire de l'islam pour exprimer un projet politique se servant de l'héritage de l'Occident comme d'un repoussoir* [3] ».

Fondé sur le Coran, l'islamisme veut appliquer de manière radicale ses principes à la vie terrestre et c'est ici qu'il remet en cause les fondements de notre organisation politique.

Le droit international d'abord qui régit les relations entre États et qui est une création des hommes, non un précepte divin. Du point de vue musulman, les règles du droit international doivent donc toujours s'effacer lorsqu'elles se heurtent aux propres règles, voire aux simples intérêts des pays musulmans. Il y a là un facteur considérable d'instabilité politique, que les relations de la France avec l'Iran et les factions libanaises qui lui sont liées illustrent parfaitement.

Mais il y a plus grave. Pour les islamistes, le pouvoir des gouvernements européens laïcs sur les masses musulmanes présentes sur leur sol n'est pas légitime. D'où leur refus de l'intégration et les revendications particularistes qu'ils développent, notamment en ce qui concerne l'adaptation du droit civil à la *charia*.

Un islamisme conquérant

On objectera que tous les musulmans ne sont pas islamistes. C'est vrai. Mais ils sont le réservoir potentiel de l'islamisme, et ce d'autant plus que, depuis le début des années soixante-dix, les islamistes n'ont cessé de marquer des points partout dans le monde. Dans les pays musulmans d'abord : en Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Afrique noire, et, bien sûr, en Iran avec les conséquences que l'on connaît au Liban et dans les territoires occupés par l'État d'Israël. Mais aussi dans les pays chrétiens comme la Grande-Bretagne, où les minorités ethno-culturelles sont fortement structurées, et en France où les islamistes se sont manifestés à plusieurs reprises soit par le terrorisme, soit par leurs revendications religieuses ou politiques.

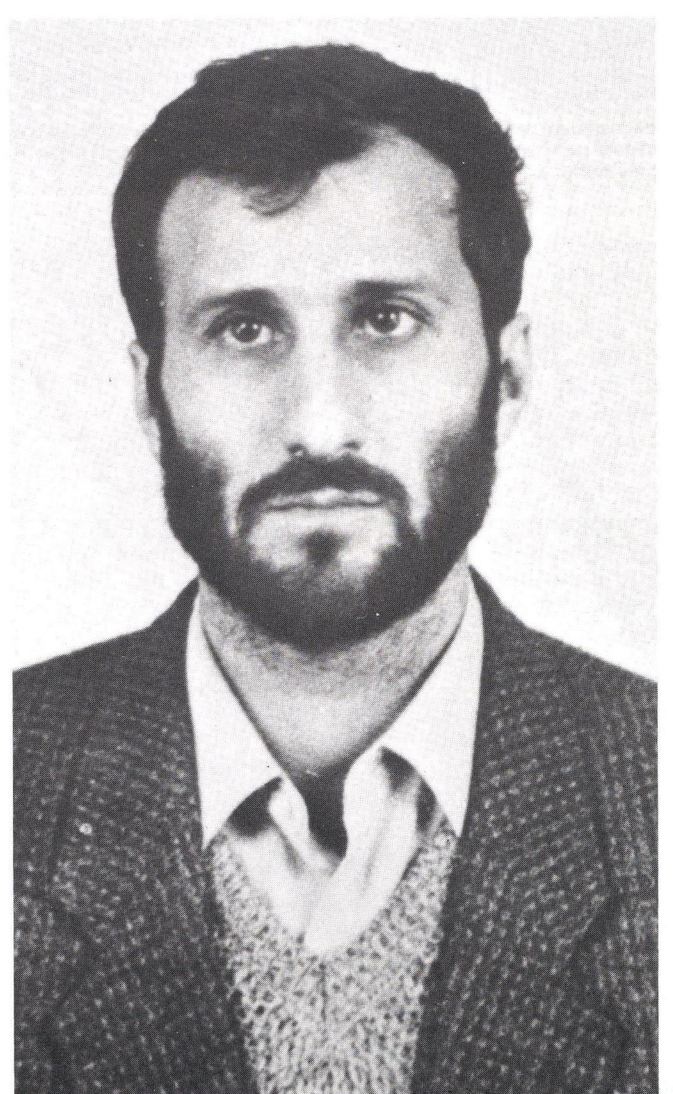
L'islamisme est d'autant plus dangereux qu'il est beaucoup moins une déviation extrémiste de la religion mahométane que sa traduction politique naturelle.

L'islam est une religion qui, à la différence du christianisme, ne connaît pas la distinction entre le spirituel et le temporel, le domaine de Dieu et celui de César. L'islam est aussi une religion offensive qui distingue dans le monde la "terre d'Islam", où doit s'appliquer la loi musulmane, et le "territoire de la guerre", destiné à être conquis par l'Islam, par la guerre sainte, le jihâd. Or l'Islam est aujourd'hui en pleine expansion religieuse, géographique, démographique.

La ferveur religieuse se manifeste d'abord dans les pays musulmans : des mosquées nouvelles y sont construites, notamment dans des pays comme l'Algérie. Leur fréquentation augmente et les mouvements islamiques trouvent de larges possibilités d'expression sur les campus des universités parmi une population jeune et intellectualisée.

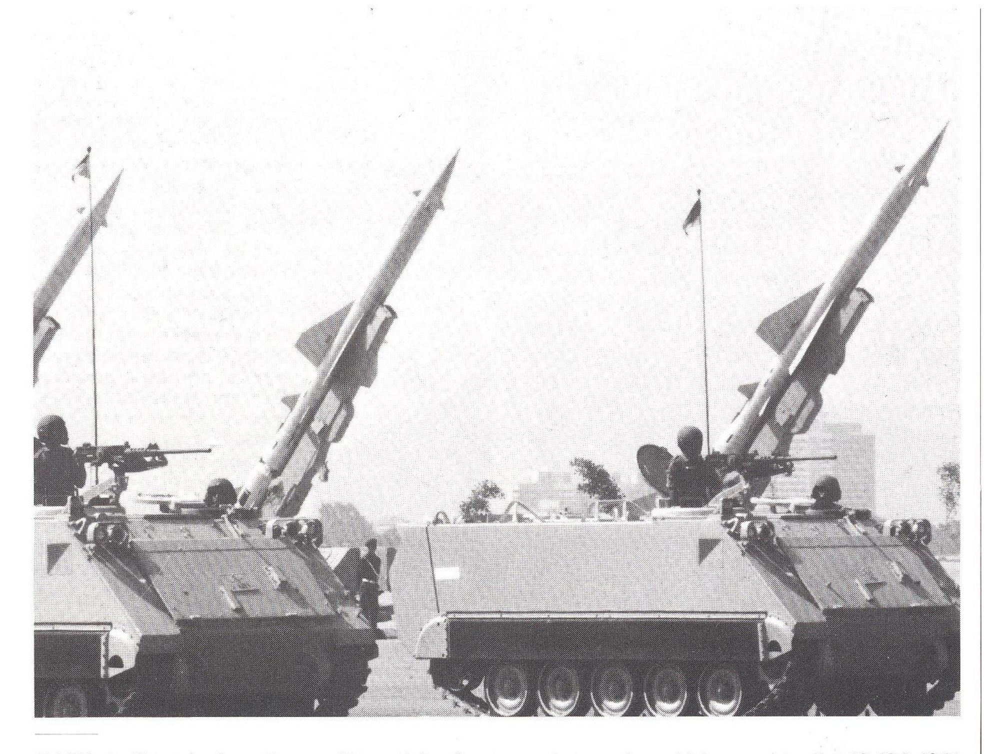
L'expansion géographique est double : elle se tourne vers le sud, en direction des pays africains où l'Islam progresse très vite, et vers le nord en direction des pays d'Europe où la réislamisation des masses immigrées déracinées se réalise rapidement : alors qu'il n'y avait que cinquante lieux de culte musulmans en France en 1975, il y en a aujourd'hui plus de mille cinq cents.

Preuve du caractère mondial du phénomène : la réislamisation des masses immigrées présentes en France s'est faite à partir de l'action menée sur le terrain par des mission



Fouad Ali Saleh, Tunisien, né à Paris et donc de nationalité française par la grâce du *jus soli,* chef du réseau qui mit à feu et à sang la capitale de décembre 1985 à septembre 1986 (quarante blessés au Printemps et aux Galeries Lafayette en décembre 1985, vingt blessés au total pour les attentats du Claridge, aux Champs-Élysées, à la librairie Gibert, à la Fnac des Halles en février 1986 ; deux morts, trente-huit blessés à la galerie Point-Show des Champs-Élysées en mars 1986, neuf morts, cent quatre-vingts blessés rue de Rennes, au Pub Renault, à l'Hôtel de Ville, à La Défense). Pour ce "Français", pur produit de la société multiculturelle chère à la classe politique, il n'est de patrie que l'Islam, qu'un ennemi, l'Occident. « *L'Occident crèvera de la main de l'Islam,* déclara-t-il à son procès, *on enverra l'Occident tout entier chez Satan* [...] ». La guerre sainte, le jihâd, est bien commencée, et la France en est l'un des champs de bataille.

Anouar el Sadate lors du défilé qui précéda son assassinat par des frères musulmans. La guerre que l'Islam mène contre l'Occident s'accompagne souvent de l'élimination dans les pays musulmans des chefs d'État pro-occidentaux, considérés comme traîtres à la religion. Témoins les nombreux attentats qui ont visé le roi Hassan II du Maroc ou le président Bourguiba, le shah d'Iran avant son élimination du pouvoir, ou encore le roi Hussein de Jordanie et les princes d'Arabie saoudite.



Défilé de l'armée égyptienne. Un article récemment paru dans *Valeurs actuelles* (8/01/90) met l'accent sur le surarmement des pays du Maghreb et de l'Orient : 12 800 chars pour l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Libye, dont 4 000 pour la Syrie (la France en possède 1 100). On apprend surtout que sept États islamiques disposent de missiles sol-sol d'une portée allant de 300 à 2 500 km, sans compter qu'on soupçonne l'Irak d'être en mesure de construire la bombe atomique. De quoi réaliser le vœu du Coran : « *Que Dieu anéantisse juifs et chrétiens !* »

naires du groupe Foi et Pratique basés dans la banlieue de Londres — le groupe a été fondé dans les années vingt dans l'empire des Indes — et par la vision conquérante des images de la révolution iranienne.

Cette expansion géographique de l'Islam en Europe touche même des intellectuels français dont certains sont toujours à la recherche d'un modèle étranger dominant, tel l'ex-penseur marxiste Garaudy... ou les petits-enfants de Maurice Thorez.

Mais le caractère le plus spectaculaire de l'expansion musulmane est l'expansion démographique. Avec un taux moyen de natalité de 42 p. cent, les musulmans sont en très forte expansion numérique dans le monde. Alors qu'ils représentaient 18 p. cent de la population mondiale en 1984, ils devraient voir leur part doubler et devraient constituer 40 p. cent du genre humain au cours du XXIe siècle selon les scénarios démographiques de l'ONU, scénarios pourtant optimistes puisque fondés sur l'idée que les taux de fécondité des différents pays vont tous finir par se stabiliser autour de 2,1 enfants par femme.

Vigilance et fermeté

Il est clair, dans ces conditions, que, géopolitiquement, les États musulmans présentent tous des caractéristiques de pays à risques pour la France et les nations

L'ayatollah Khomeiny. Il est celui qui désigne l'"Occident" comme l'ennemi aux yeux de milliers de musulmans, suivant en cela le Coran qui qualifie l'ensemble du monde non musulman de "maison de la guerre" ou "maison de l'épée", par opposition au Dar el Islam, "maison de l'Islam".

européennes puisqu'à l'expansionnisme géographique, ils adjoignent dynamisme religieux et dynamisme démographique.

Tout conduit donc à redouter la poursuite du conflit millénaire entre le monde musulman et le monde européen. Conflit qui se poursuivit en Espagne de 711 à 1492, qui opposa les Turcs à l'empire byzantin pendant des siècles — les croisades retardant de près de trois cent cinquante ans la chute de Constantinople — et dressa ensuite l'empire ottoman contre celui des Habsbourg.

Il n'y eut nulle part de coexistence pacifique durable entre le monde musulman et le monde chrétien. La sagesse consiste donc à tirer les leçons de l'histoire et à éviter que ne se renouvelle demain en Europe de l'Ouest l'état de sujétion qu'eurent à subir les peuples slaves des Balkans durant plusieurs siècles.

Si l'islamisme est désormais la nouvelle figure de l'ennemi, comme il le fut pour l'Europe prise dans son ensemble jusqu'à la fin du XIXe siècle, nous devons en tirer un certain nombre de conclusions pratiques :

1. Ne pas désarmer à la légère au motif que le conflit Est-Ouest aurait perdu de son acuité, mais au contraire repenser notre défense face au flanc sud. D'autant que, le système de défense des États musulmans étant aujourd'hui suranné, beaucoup d'entre eux se dotent — ou sont en train de se doter — de missiles à courte sinon à moyenne portée.

2. Faire de la lutte contre le terrorisme une priorité absolue et ne jamais céder aux États terroristes car l'attitude inverse revient à avouer sa faiblesse.

3. Éviter la constitution en France de viviers pour les réseaux terroristes et, dans ce but, s'opposer de manière claire à l'implantation chez nous de réseaux islamiques.

4. Interrompre l'entrée en France de nouveaux immigrés venus des pays islamiques et organiser le retour progressif de ceux qui sont aujourd'hui présents sur notre territoire. Faute de cela, nos possibilités d'intervention sur la scène internationale se trouveraient affaiblies par la présence, sur notre sol, de communautés étrangères susceptibles d'être manipulées par l'étranger.

5. Différencier nos relations avec les pays musulmans en fonction des régimes en place. Tant que certains États résisteront à la pression islamique, nous devrons leur accorder une certaine préférence dans le cadre de notre diplomatie, sans perdre de vue qu'il peut s'agir d'une situation précaire. ■



En Union soviétique, le réveil de l'Islam, de Bakou à Alma Ata, s'est traduit par l'éclosion de nombreux mouvements indépendantistes dans les républiques musulmanes qui comptent soixante-dix millions de ressortissants. Les soulèvements de ces derniers mois révèlent une prise de conscience qui constitue pour l'avenir du peuple russe, ennemi héréditaire et dernier colonisateur des peuples caucasiens, une menace grave.

1. Julien Freund, *l'Essence du politique*, Sirey, 1965, p. 577.
2. Cité par Julien Freund, *op. cit.*, p. 484.
3. Éd. Martala, 1988.

Plutôt rouges que vivants



par Hervé Morvan



Paradoxalement, les médias et les politiciens, qui vantaient hier encore les mérites de la libéralisation des régimes de l'Est, manifestent aujourd'hui de l'effroi. Ils s'étaient imaginé que l'effondrement du socialisme totalitaire ouvrirait la voie au socialisme réformiste, autrement dit à la social-démocratie et aux droits de l'homme. Que ce mouvement s'accompagne d'un réveil des peuples, qu'ils croyaient à jamais éteints, n'est plus de leur goût. Face à l'aspiration identitaire, face au retour des "nationalismes", nous les voyons déjà regretter le bon vieux temps, celui du partage de Yalta et de la soumission de l'Europe de l'Est au totalitarisme.

Jean-François Kahn, grande conscience de la médiacratie. Il est de ces journalistes qui s'érigent en parangons de vertu et jugent, au nom des droits de l'homme, du bien et du mal, des bons et des méchants. Alors que les peuples européens de l'Est commencent à peine à se libérer du joug du plus sanguinaire des régimes : le communisme, il s'en inquiète déjà. Et si c'était le retour du nationalisme ? La morale des droits de l'homme préfère le communisme à la liberté.

L'établissement est intellectuellement à la dérive, incapable, non seulement de comprendre, mais même de simplement concevoir ce qui se passe sous ses yeux.

Ce désarroi est particulièrement sensible face aux événements de l'Europe orientale et de ses marches asiatiques. Car, enfin, il est assez tristement comique de voir l'Occident supplier, au nom de principes humanitaires, Mikhaïl Gorbatchev d'envoyer l'Armée rouge séparer les Roumains, ou s'interposer entre Azéris et Arméniens. Que, sur ce point, le rôle de l'Empire russe comme garde-fou contre l'Islam conserve quelque mérite, cela se discute, raisonnablement et en termes de géopolitique. Mais il serait vain de supposer des considérations géopolitiques aux gardiens du Temple moral.

En réalité, privés de toute grille d'analyse capable d'intégrer des faits multiples et contradictoires, et a fortiori d'y trouver un sens et d'en rendre compte, ils perdent pied devant le réel. « *Pourquoi sont-ils si médiocres ?* » titrait récemment *l'Événement du jeudi* (8 janvier 1990) à propos de nos hommes politiques. Bonne question, qu'il eût fallu toutefois étendre à l'intelligentsia toute entière dont la classe politique ne fait que relayer le discours dans une sphère particulière des activités humaines.

Une crise des modèles d'analyse

L'idéologie ambiante est en crise. Et ses tenants s'inquiètent de leur double impuissance : à rendre compte de la réalité des choses et à poser un diagnostic sur la faillite de leurs certitudes. Dans un récent numéro de *Passages* (janvier 1990), qui titrait : « *L'URSS va-t-elle exploser ?* », Charles Melman met le doigt sur le problème en parlant de « *surprise pour notre outillage mental* » et de « *stupéfaction* » devant les événements de l'Est. Remarquons qu'il rejoint, jusque dans le vocabulaire, les inquiétudes d'Alain Minc, chantre du néo-libéralisme, qui énonce, dans son dernier ouvrage, *l'Argent fou* (Grasset, 1990), que « *notre boîte à outils conceptuels est mal fournie face à ce tremblement de terre* » que représente l'évolution actuelle du monde économique et financier. Sentiment de désarroi devant un cataclysme, inadéquation des modèles d'analyse, Melman et Minc parlent le même langage.

Le premier décèle l'une des causes de cette carence : « *La difficulté pour les Occidentaux de comprendre ce qui se passe en URSS tient évidemment à ce que notre mode de pensée est marxiste : et ce aussi bien pour le brain-trust de nos dirigeants politiques dont, manifestement, aucun n'avait prévu le scénario en cours : de là l'embarras et le retard de leurs réponses.* » De fait, la perestroïka a, de la part d'un Gorbatchev réputé marxiste, quelque chose d'extravagant : « *Le sabordage par elle-même d'une bureaucratie dirigeante, c'est exceptionnel. Jusqu'ici il avait toujours fallu la poussée des masses* [...]. *Le sabordage d'une classe par elle-même ne figure en effet à aucun moment du schéma marxiste de l'histoire.* »

Nos marxistes ne sont pas léninistes

Avant de tenter de répondre à Charles Melman, remarquons la justesse de son propos initial : nos intellectuels sont effectivement marxistes, souvent sans le savoir. Plus exactement, s'ils ne sont plus que rarement gauchistes ou communistes, ils sont culturellement marxistes, en précisant qu'il s'agit là d'un fond d'imprégnation réduit à quelques ambitions et à quelques schémas types.

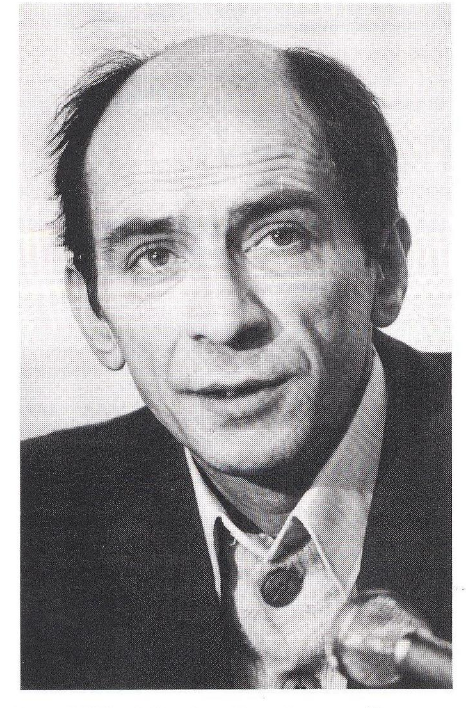
Roland Huntford avait déjà souligné, dans *le Nouveau Totalitarisme* (Fayard, 1976), la différence qui sépare le socialisme germano-scandinave, ou social-démocratie, du marxisme-léninisme. Il rappelait que la pensée de Marx avait été largement diffusée en Allemagne et en Europe du Nord dès les années 1860, et y avait durablement imprégné les mentalités, bien avant que Lénine n'adaptât le marxisme aux conditions historiques de la Russie du tournant du siècle. Social-démocratie et marxisme-léninisme visent la même fin utopique, l'avènement d'une société d'égalité et la fin de l'histoire par la disparition des conditions d'émergence du conflit, moteur de l'histoire, mais ils divergent sur les voies d'accès à cette fin commune. Depuis 1917, la social-démocratie se définit comme le marxisme qui veut faire l'économie du léninisme et de la violence.

Dans les dernières années, le fond marxiste de l'idéologie dominante a été déstabilisé par la remise en cause des modèles historiques successifs (URSS, Chine maoïste, etc.) et par le discours des nouveaux philosophes, tel André Glucksman dans *les Maîtres penseurs* (Grasset, 1977). Tout en conservant ses aspirations utopiques finales ("marxisme minimal"), il s'est vu alors contaminer en Occident par l'émergence de l'idéologie des droits de l'homme, laquelle n'est, en termes léninistes, qu'un "stade infantile" du politique, comme l'a amplement démontré la propagande du Bicentenaire de la Révolution. On a voulu, à tort, voir dans ce mixage un marxisme évolué. Il s'agit tout au contraire d'une régression à un pré-marxisme infantilisé par le discours de la Révolution française.

Mais ce nouveau discours, pour peu satisfaisant qu'il fût du point de vue de ses armatures logiques, avait un avantage certain : intellectuellement confortable, il permettait de réunir sur sa base une vaste plage d'intellectuels allant des déçus du marxisme-léninisme aux néo-libéraux. C'est pourquoi, unanime sur ce programme minimal, l'intelligentsia du monde occidental a salué l'avènement de la perestroïka gorbatchévienne.

Vive la perestroïka !

Cette perestroïka était présentée ("vendue" en termes de marketing) d'une manière habile, en accord avec les attentes de cette intelligentsia. Pour les sociaux-démocrates (marxistes non léninistes), c'était la victoire de la réforme sur la révolution. Gorbatchev, en battant en brèche l'omnipotence du PCUS, annonçait la fin d'une conception léniniste du parti bolchevique, au profit d'un plus grand respect pour les aspirations des masses. Les tenants des droits de l'homme voyaient avec faveur la promotion d'une considération accrue pour l'individu. Les néo-libéraux y trouvaient la confirmation de leur thèse favorite, celle d'un rapprochement naturel et inéluctable des modèles économiques, d'autant que le discours économique de Gorbatchev était celui, rassurant, d'un technicien. Pour tous, la perspective d'une "maison commune" levait l'hypothèque d'un conflit Est-Ouest et, par corollaire, promettait des économies substantielles sur les budgets de Défense. Enfin, la notion de "transparence" flattait les aspirations d'une génération "morale".



Leonid Plioutch, chargé par la revue *Passages* (nº 23) de « *mener l'enquête sur la renaissance "nationale-bolchevique" qui pourrait signifier, en cas d'échec de la perestroïka un péril néofasciste* ». Un peuple libre serait-il automatiquement fasciste et antisémite ? C'est en tout cas ce que semble croire le mathématicien. Son dilemme : comment libérer l'individu sans libérer les peuples ?

De Jean-François Kahn à Jean-Paul II, du président Mitterrand à Sakharov et aux dirigeants des sociétés de logiciels informatiques, on saluait le courage tranquille d'un homme raisonnable et réformiste. Ce marxiste jetait enfin aux orties les oripeaux du léninisme.

Perestroïka : danger !

Patatras ! Il n'aura fallu que quelques mois pour que les magazines ne titrent plus : « *Gorbatchev, l'homme de l'année* », mais « *L'URSS va-t-elle exploser ?* », avec, en sous-titre, « *La menace fasciste* ». L'approbation unanime a fait place à deux angoisses : qui est Gorbatchev et que veut-il ? Que vont faire les peuples libérés ?

Voici les deux grandes questions fondamentales auxquelles pas plus les marxistes occidentaux que les tenants du cosmopolitisme ne peuvent apporter de réponse, et qu'ils ne peuvent même envisager sans stupéfaction.

Concernant la première interrogation, il est apparu, à propos des crises roumaine et caucasienne, que Gorbatchev manipule éhontément les opinions occidentales. Georges Suffert écrivait fort justement dans *le Figaro* du 18 janvier : « *L'Occident est un enfant. Il prend au sérieux les mots qu'on lui souffle à l'oreille et les répète avec application.* [...]. *Pour le moment, les médias soviétiques manipulent fort bien leurs homologues occidentaux.* [...]. *Voilà les limites actuelles de la glasnost.* » L'URSS, donc, de Gorbatchev pratiquait la même désinformation (désinformation = anti-transparence) que ses prédécesseurs.

Gorbatchev, plus léniniste que marxiste ?

Posons alors une hypothèse qui permette de rendre compte à la fois de la conduite de Gorbatchev et de l'incompréhension des phénomènes en cours dont font preuve nos intellectuels. Et si Gorbatchev était plus léniniste que marxiste, contrairement à ce que tout le monde croit ?

Dans sa lecture de Marx et dans son discours, la social-démocratie privilégie le rôle des masses et le sens de l'histoire, conçu comme un progrès constant, linéaire et nécessaire vers une société meilleure. Lénine, à l'inverse, théorise pour un terrain défini — russe — une forme concrète de la pratique révolutionnaire. Il met donc en relief, dans l'héritage marxiste, le rôle d'un parti minoritaire leader des masses, et la notion plus volontariste que fataliste d'une histoire faite d'étapes. Un objectif idéal demeure mais, en attendant, « *les faits sont têtus* ». Le progrès vers une société meilleure n'est pas continu : il se peut même que le parti, le peuple et l'État subissent des revers, des étapes de repli ou de régression. Face à un échec, il faut encaisser le coup et sauver l'essentiel en élaguant l'accessoire.

Enfin, l'on peut considérer qu'un dirigeant soviétique contemporain a retenu quelques leçons de l'histoire de l'Union soviétique. De Staline et de ses successeurs, il a retenu que l'Occident est une victime toute désignée de la désinformation. Il connaît la permanence et la force du sentiment national blanc-russien, si parfaitement exploité par Staline au cours de la Grande Guerre patriotique. Il sait enfin que l'Occident individualiste s'émeut plus facilement des malheurs d'une victime (exemple : Sakharov) que des malheurs collectifs d'une classe ou d'un peuple (les exemples sont légion). « *Un mort, c'est un drame : un millier de morts, c'est une statistique* », disait Staline.

Pour ce qui concerne l'empire, Gorbatchev n'est pas dans une meilleure situation que

celle où se trouvait Lénine lorsque, la mort dans l'âme et à son corps défendant, il accepta les conditions du traité de Brest-Litovsk. L'actuel dirigeant du Kremlin n'est-il pas aujourd'hui en train, sous la pression des événements et alors qu'il est encore temps de le faire avec le sourire, de négocier avec les Baltes un nouveau Brest-Litovsk ?

Une nouvelle NEP ?

La menace intérieure disparue avec la défaite des blancs, Lénine s'attaqua à la reconstruction d'une économie ruinée. Partant du principe que les capitalistes sont toujours prêts à vous vendre la corde avec laquelle vous les pendrez, il s'engagea dans une Nouvelle Politique Économique et lança un appel massif aux capitaux et au savoir-faire étrangers, principalement anglo-saxons. En échange, il donna des gages de modération, en sacrifiant Trotski et en libéralisant l'économie. Sacrifier Trotski, c'était renoncer à la propagation immédiate de la révolution mondiale. Remarquons que le sacrifice n'était pas grand, après l'échec de la révolution spartakiste en Allemagne. Dans le domaine économique, il se borna à autoriser le retour à une part de propriété privée et de marché libre.

Aujourd'hui, l'Armée rouge a quitté l'Afghanistan, où elle était tenue en échec. Le PCUS lâche les PC européens qui ont déjà perdu leur électorat. Gorbatchev légalise sous forme de commerce libre le marché noir qui existe *de facto* depuis des années. Et, donnant ainsi des gages de modération, manifestant la volonté de faire de l'URSS un pays normal dans le concert des nations, il appelle à l'aide les capitaux étrangers et la technologie occidentale. Tout cela est-il bien nouveau ?

Un nouveau Parti ?

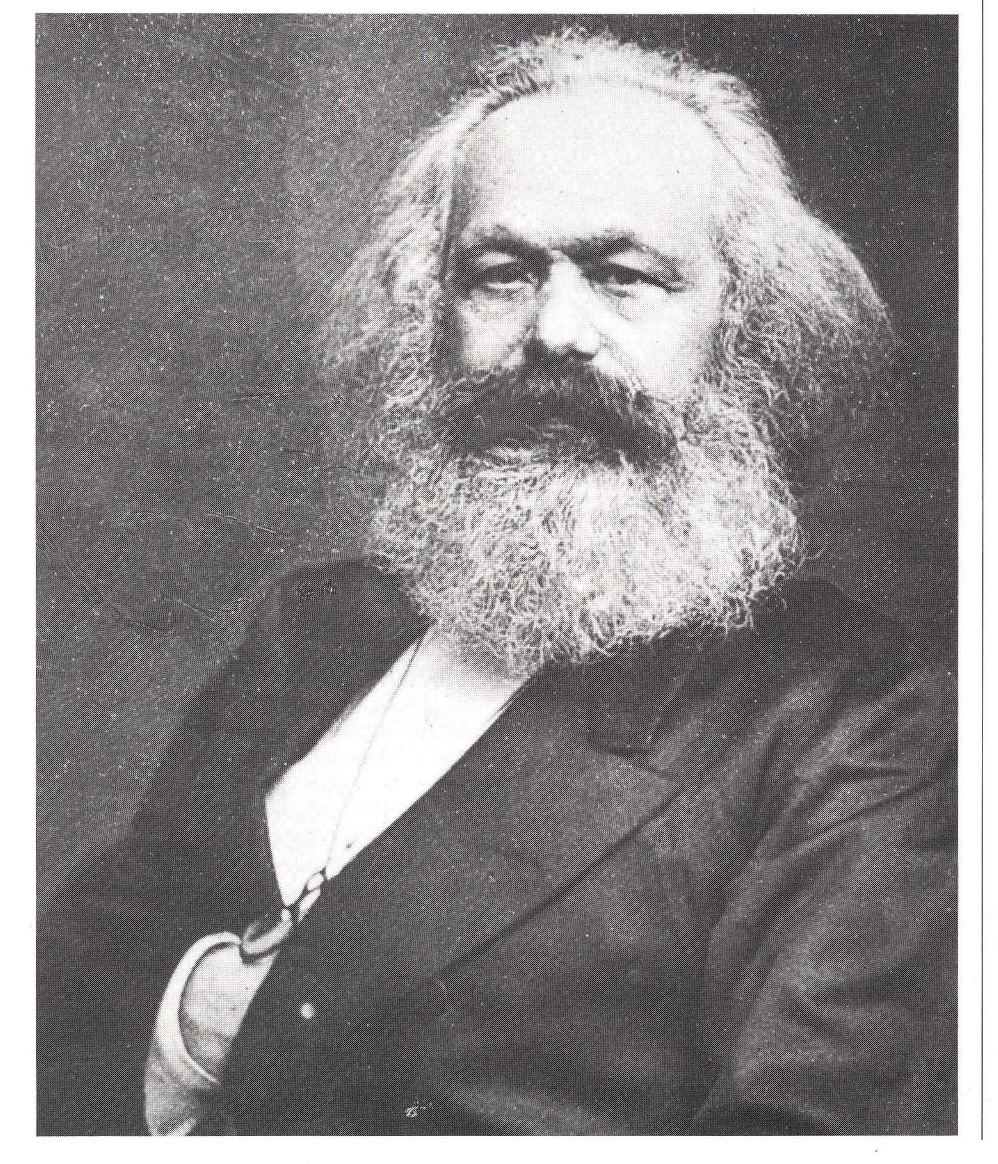
Quant à cette bureaucratie dirigeante qui se saborde elle-même, en infraction théorique aux schémas marxistes de l'histoire, l'hypothèse d'un Gorbatchev plus léniniste que marxiste peut, là aussi, apporter quelques éléments de réponse.

Il ne liquide pas le Parti, car le PCUS n'est pas liquidable. Comme le déclarait au *Figaro* (22 février) Viatcheslav Chostakovski, membre de l'aile la plus réformiste du PCUS et adversaire de Gorbatchev, « *nous n'avons aucune force comparable à Solidarité en Pologne : chez nous, seul le Parti communiste peut assurer le renouveau.* » La bataille politique fondamentale se jouera au sein du Parti. Les autres mouvements embryonnaires ne sont, jusqu'à preuve du contraire, que des épiphénomènes. Gorbatchev liquide donc au sein du Parti une bourgeoisie ossifiée, coupée des forces vives du peuple (les "masses"). Sachant que la révolution est l'œuvre d'une poignée d'hommes, il cherche à conserver un noyau dur, capable de reprendre la tête des masses. Lorsque Charles Melman déclare : « *Nous attendons toujours, en effet, que les masses populaires — Marx l'a enseigné après Hegel — soient porteuses du progrès historique. On ne saurait dire que ce soit évident dans le cas présent. Le soutien ne semble pas assuré à ceux qui forcent le chemin vers la démocratie* » (*Passages, ibid.*). Ce propos n'est pas celui d'un bolchevik. Melman est un menchevik, comme tous les marxistes occidentaux contemporains. Son marxisme, purement incantatoire, ne comprend plus la pratique révolutionnaire.

Gorbatchev semble avoir pris conscience du fait que le ressort ultime, la dernière ressource de réaction qui subsiste dans les masses russes est le nationalisme. Les faits étant têtus, il en prend acte et préfère sans doute exploiter la permanence du fond russe blanc, en ménageant la fraction national-bolchevique qui se fait jour, plutôt que de la subir à court terme sous forme d'anarchie, puis sous la forme d'une réaction nationale sur laquelle l'élite du Parti n'aurait plus de prise possible.

Il est évident qu'ainsi envisagée, la politique de Gorbatchev ne peut avoir aucune place dans les schémas sur lesquels s'accordent marxistes occidentaux et tenants du néo-libéralisme. Coupés des réalités concrètes, ceux-ci n'ont plus de catégorie mentale sous la rubrique "politique". La soft-idéologie est passée par là, et y a fait le vide.

Karl Marx. « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* », **proclamait-il. Les événements d'Europe de l'Est prouvent le contraire. Cela n'empêche pas son utopie de rester le substrat de la social-démocratie occidentale.**



De l'incompréhension à l'angoisse

L'incompréhension croissante d'un phénomène mystérieux, hors normes, a naturellement peu à peu suscité l'angoisse.

Les premières interrogations sont apparues à propos de la réunification allemande. François Mitterrand, dans son discours au Parlement européen début décembre, saluait encore avec satisfaction, voire enthousiasme, la libération d'une partie de la nation allemande : « *Comme en 1789, c'est le peuple dont la clameur se fait entendre.* [...] *Voilà la grande nouvelle : de nouveau, les peuples bougent, et quand ils bougent, ils décident. Au nom de quoi ? De la liberté, tout*

simplement. » D'une manière très mesurée, il se bornait à poser que cela n'irait pas sans difficultés : « *L'Histoire n'est pas un fleuve tranquille. Passer d'un équilibre à l'autre suppose des transitions, heurtées, des retours en arrière, des troubles et des crises. Y sommes-nous préparés ?* »

Mais, après avoir communié à la grand-messe de la démolition du mur de Berlin et s'y être fait complaisamment photographier, hommes politiques et gardiens du temple moral ont ressenti une anxiété croissante. Roland Dumas sympathisait, mais soulignait des « *risques de dérapage* ». La machine n'allait-elle pas s'emballer ? Et, au fil des jours, le discours ressemblait de plus en plus à celui de Maurice Thorez et de Léon Blum disant aux ouvriers en 1936 : « *Il faut savoir arrêter une grève.* » On en arrivait en quelques semaines aux titres : « *Ça va nous retomber sur la gueule* » (*l'Événement du jeudi*, 1er février 1990) : « *La menace fasciste* » (*Passages, ibid.*) : « *La peur* » (*le Monde*, 23 février 1990). Alain Touraine nous demandait d'apprendre « *à vivre auprès d'un ours malade dont les fièvres seront pour nous aussi dangereuses que le fut sa force brutale du temps où il étouffait de son emprise tant de pays et d'individus* » (*Passages, ibid.*). De son côté, Jean Ellenstein (*ibid.*) s'inquiétait : « *Tout peut sortir d'une situation aussi chaotique, le meilleur comme le pire.* »

Alerte au nationalisme

Il semble bien qu'il y ait eu maldonne. Les sociaux-démocrates croyaient, conformément à leur prêt-à-penser idéologique, que ce seraient des masses qui seraient affranchies du joug du communisme. Les néo-libéraux et les tenants des droits de l'homme étaient persuadés que ce seraient des masses d'individus. On allait donc voir se libérer des masses de Sakharov ! Or il apparaît que ce ne sont pas des masses d'individus indifférenciés et interchangeables qui sont libérées mais, au contraire, une poignée de peuples. Des peuples fiers de leur identité collective, non des masses déculturées et inorganiques.

Claude Julien, dans *le Monde diplomatique* (janvier 1990), s'écrie : « *Alerte au nationalisme !* ». Jean-François Kahn, dans son hebdomadaire, s'inquiète : « *C'est le nationalisme qui ouvrit en 1914 l'ère des massacres en grand* », faisant ainsi peu de cas des pyramides de têtes aux portes de Samarcande du temps de Gengis Khan, des colonnes infernales en Vendée et de l'invention par l'empire anglais des camps de concentration pour y parquer les nationalistes sud-africains pendant la guerre des Boers.

Enfin, ultime sujet de stupéfaction pour un établissement persuadé que l'homme-individu est indifférencié, quelle fut la première démarche à caractère constitutionnel qu'entreprit la Lituanie quand elle eut proclamé son autonomie ? L'abolition du rôle dirigeant du PC ? Non pas. Le passage à une économie totalement libérale ?



Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine. Aventurier et praticien du politique, il reste la vraie référence de Gorbatchev.

Pas encore. L'inscription dans la constitution de la Déclaration des droits de l'homme ? Ce n'est pas l'urgence. Ce fut un projet de loi portant réforme du code de la nationalité lituanienne dans un sens nationaliste. Car l'urgence extrême, pour ce peuple et son élite dirigeante qui vient d'être plébiscitée par 80 p. cent des voix de ce peuple, est de poser un garde-fou légal à l'invasion de fait du pays par les Russes, dont la présence massive risque de causer la dégénérescence de l'identité nationale.

Les Lituaniens vont adopter un projet de loi que Jacques Chirac avait retiré de son programme de gouvernement sous la pression d'une idéologie dominante, quoique minoritaire dans le peuple !

Vers le totalitarisme ?

En proie au désarroi devant l'évolution des choses, les esprits doctrinaires passent de l'incompréhension à la haine. Une telle déviation n'est ni nouvelle ni étonnante. Lorsqu'on détient la vérité, et lorsque les faits et les hommes ne s'y conforment pas, c'est que les faits et les hommes ont tort. Ce schéma de pensée a un nom : totalitarisme.

Charles Melman écrit : « *La résurgence immédiate des nationalismes, des religions, de l'extrême droite, illustre plus sûrement la quête d'une idéologie, d'une morale de rechange : et, faute d'une nouvelle éthique, voici les anciennes qui reviennent sur le devant de la scène, celles qui ont fait leurs preuves dans le maniement des foules* » (*Passages, ibid.*).

Quel mépris dans ces propos pour les peuples qui revivent à l'Est !

Pendant des années, deux slogans se sont affrontés : « *Plutôt morts que rouges !* », « *Plutôt rouges que morts !* » Et maintenant que l'espoir d'un renouveau se fait jour, des totalitaires déçus de voir que le monde ne se conforme pas à leurs a priori, vont crier : « *Plutôt rouges que vivants !* »

La crainte ultime de notre établissement ne serait-elle pas, au fond, que le réveil des identités nationales en Europe de l'Est ne contamine nos sociétés paisiblement engagées sur la voie de la massification culturelle et qu'ainsi leur pouvoir ne soit remis en cause ? ■

Maurice Barrès le découvreur de l'identité

par Alain Sanders

Prononcez le nom de Maurice Barrès et, autour de vous, on dira : « *Barrès ? Ah oui, la Lorraine,... le Culte du moi,... la Colline inspirée !* » Vous conviendrez que ce n'est pas si mal. Et que ce réflexe-là n'est pas mauvais qui, en quelques énoncés pavloviens, réussit à dire l'essentiel.

Remontez alors plus avant. En citant le Maître : « *De la campagne en toute saison s'élève le chant des morts. Un vent léger le porte et le disperse comme une senteur. Que son appel vous oriente !* » Mais en vous gardant bien d'en faire trop dans le style vieux barbon. Parce que Barrès, professeur d'énergie, c'est d'abord et avant tout une extraordinaire école de jeunesse morale.

Les Barbares d'en bas

Installé en 1882 au Quartier latin, Barrès était l'idole de la jeunesse estudiantine de l'époque. A propos de cet homme qui s'était rendu célèbre par de très nombreuses excentricités, on citait avec admiration la petite revue *Taches d'encre*. Revue qu'il animait et rédigeait seul et qui n'avait interrompu qu'une seule fois sa parution, un jour où la rédaction était grippée...

Collaborateur de nombreuses revues de la jeunesse, familier des poètes du Quartier latin et des professeurs du même cénacle, Barrès bénéficiera d'une véritable sympathie quand il lancera sa campagne politico-littéraire en faveur du général Boulanger.

On citait beaucoup, à la même époque, l'historien anglais Macawlay qui expliquait que notre civilisation s'écroulerait, non pas comme la civilisation romaine — laminée par des envahisseurs extérieurs —, mais par des barbares intérieurs, ceux qu'il appelait "les Barbares d'en bas".

Ce n'est donc pas un hasard si le premier livre de Barrès s'est intitulé *Sous l'œil des barbares*. On y voyait passer, par delà l'ironie cinglante, une douloureuse inquiétude et le souci de trouver un sens à la vie. Une pointe de nihilisme aussi ? Sans aucun doute. Mais le livre s'achevait par une prière, la prière d'une âme incertaine à un Verbe inconnu : « *Qui que tu sois, ô Maître, axiome, religion ou prince des hommes.* »



« *Le XXe siècle est par excellence l'âge du déracinement, pour user d'un terme barrésien,* remarque Jean Dutourd. *Et ce n'est pas une coïncidence si les État-Unis, peuple de déracinés, y font la loi et tâchent d'imposer partout la philosophie du déracinement. L'un des mérites de Barrès aura été en tant que penseur d'avoir entrevu cela et, en tant que politique, d'avoir tenté d'y parer. Pour cette grande pensée, il a eu la récompense suprême : l'incompréhension et le sarcasme* » (la *Nouvelle Revue de Paris*, septembre 1986, nº 7). Barrès en tenue d'académicien.

Ayant lu *Sous l'œil des barbares*, Maurras écrivit : « *Osons dire de Barrès ce que Lucrèce a dit d'Épicure : il aura été l'homme grec qui, le premier, ait osé regarder en face le dogme absurde et ait crié : "Ce n'est pas ça, non et non !"* »

L'influence de Barrès fut importante en cela qu'elle détermina très vite un retour du *moral*. Dans le moral, il y a le *mental*. L'intelligence rentra dans l'art, l'art d'écrire revint dans les cercles des arts libéraux, et les lettres humaines furent à nouveau reçues pour ce qu'il y a de supérieur dans la vie de l'homme.

Quand Barrès se croise pour le général Boulanger, il a vingt-six ans. Pour le Lorrain enraciné à Vandémont, Boulanger, Lorrain lui-même, c'est le "général-revanche". Un homme fort, en tout cas, qui ne peut que séduire un jeune homme dont la "Culture du Moi" — plus égotiste encore que le Culte érigé en système — n'a jamais formé un corps de propositions auxquelles adhérer.

Le Culte du Moi

« *Disposer d'une certaine réserve de forces morales ?* disait-il à ses amis. *Alors il vous faut les défendre pour demeurer vous-mêmes, pour ne pas vous laisser envahir par l'extérieur et pour tenir contre l'universel assaut ennemi.* » Si la doctrine de Barrès avait consisté à dire : défendez à tout prix n'importe quel Moi, elle eût été fausse. Et la réponse facile : le Moi de qui ? D'un imbécile, d'un escroc ? Pour Barrès, il ne s'agit que du Moi constitué par la suite historique des générations constituées. Le Moi du Français "normal". Ce Moi



Premier théoricien du nationalisme qu'il fonda sur une conception de l'homme enraciné dans sa culture, il disait : « *Que l'influence des ancêtres soit permanente et les fils seront énergiques et droits, la nation une.* » A une époque où tout concourt à l'éclatement de la nation, jamais Barrès ne fut plus actuel. Ici, en 1916, à une manifestation devant la statue de Jeanne d'Arc.

français qui éprouve un besoin certain de se prémunir contre les influences extérieures qui peuvent l'assaillir, le dominer, le dénaturer.

Pour répondre à une demande des jeunes gens qui l'entourent, Barrès crée un journal : *la Cocarde*. C'est une gageure : le secrétaire de rédaction est anarchiste, le rédacteur en chef socialiste, Amouretti et Rebell sont monarchistes, Ernest La Jeunesse et Mühlfeld sont israélites, quelques protestants participent à la rédaction...

Chez Barrès, il faut toujours faire le partage entre le romantique discret et le révolutionnaire de l'intelligence. Combattant de la résurrection nationale, Barrès fut aussi le propagandiste infatigable d'une résurrection morale, ce que l'on sait bien, mais aussi religieuse, ce que l'on ignore généralement. A Maurras, il écrit : « *Vous faites bien, vous avez raison d'aller jusqu'au pape. Mais enfin ne devons-nous pas aller jusqu'au bout, jusqu'au Christ, nous qui sommes du Christ ?* »

Cet aspect de Barrès, peu connu, est attesté par de nombreuses notes qui montrent de façon très claire que son ascension religieuse fut pascalienne. La crise, l'analyse, la recherche d'une certaine convenance entre les besoins de l'âme et la solution de la foi donnent au chant barrésien toute sa profondeur.

Barrès, faisant parler les Barbares, les décrivait ainsi : « *Nous sommes les Barbares, chantent-ils, en se donnant le bras, nous sommes les convaincus, nous avons donné à chaque chose son nom, nous savons quand il convient de rire et d'être sérieux. Nous sommes lourds et bien nourris, nous plaisons — car de cela aussi nous sommes juges, étant bruyants. Nous avons au fond de nos poches la considération, la patrie et toutes les places. Nous avons créé la notion de ridicule (contre ceux qui sont différents) et le type du bon garçon (tant la profondeur de notre âme est admirable).* »

En moraliste français, Barrès a sa propre définition du Temple de la Sagesse : « *Une froide clarté stagnante est répandue sur la foule des sages que roule le fleuve des contradictions, et ce flot immémorial effrite les groupes cramponnés à des convictions diverses : il sépare et il jouit : il brise ceux-là qui se déchirent pour aider à l'idéal. Il ballotte les plus nobles qui s'abandonnent et sourient, il jette à tous les rivages des systèmes, des éloquences et des crânes fêlés : parfois une certitude comme une furtive écume sur la vague apparaît pour disparaître. Toutes ces choses font l'orgueil de l'humanité : une incomparable harmonie s'en dégage pour les amateurs !* »

Dans *Un homme libre*, Barrès achève de prendre conscience de lui-même en inaugurant les liturgies du Culte du Moi, avec, à la clef, des examens de conscience, des oraisons, des élévations. Ce qui ne l'empêche pas d'évoquer la solitude à deux, en pleine campagne, avec un ami de même âge et de même condition, et la présence d'une femme qui sera fraternellement partagée sinon goûtée en commun...

Professeur d'énergie

Ce sont là des "rêveries" qui ne tiennent pas longtemps face aux dures réalités politiques du moment. Élu député en 1889, Barrès va assister à l'agonie du boulangisme, avec ce plaisir, toutefois, de révéler le scandale de Panama et d'assister à la déroute politique des adversaires du brav' général. Barrès aura été le premier à employer en France le mot "nationalisme" qui ne s'appliquait autrefois qu'aux peuples tchèque ou roumain.

Le nationalisme barrésien peut se résumer en trois mots : tradition, décentralisation, protection des travailleurs. Il écrit alors le roman de l'énergie nationale, *les Déracinés*. On en connaît le thème. Sept jeunes gens montent à Paris. Ils sont intelligents. Sensibles. Ambitieux. Pourquoi montent-ils à Paris ? Parce que c'est le champ ouvert à toutes les initiatives, « *le rendez-vous des hommes, le rond-point de l'humanité* ».

Leur professeur de philosophie, Bouteiller, un "déraciné supérieur", leur a enseigné Kant et son système d'héroïsme moral. Avec pour conséquence d'avoir fait de certains d'entre eux des anarchistes. Un jour, le plus philosophe de la bande, Rœmerspacher, reçoit de Taine une initiation au nationalisme historique. Un autre, le plus jeune, Sturel, passe son temps aux Invalides auprès du tombeau de Napoléon. Ce sont les moins décevants. Le milieu individualiste et libéral — c'est-à-dire le milieu social absent — fera de Suret-Lefort un escroc, de Mouchefrin un bandit, de Racadot un assassin.

Fils de la Lorraine où ils avaient leur place et leur emploi, les sept garçons, nourris à Nancy de kantisme et d'hugolisme, vont se dissoudre et se perdre à Paris.

Pour bien comprendre le nationalisme barrésien, il faut partir du déterminisme de Taine : le monde est un système de lois qui dépend d'un axiome éternel. Notre personnalité s'efface. Il faut accepter. Il faut savoir ce que l'on accepte, où sont nos fatalités. En se soumettant aux théories de la race (les morts) et du milieu (la terre), l'homme inscrit son œuvre éphémère dans l'œuvre éternelle de la collectivité. *Les Déracinés* nous montrent que l'homme déchoit s'il agit tout seul, qu'il lui faut un groupe.

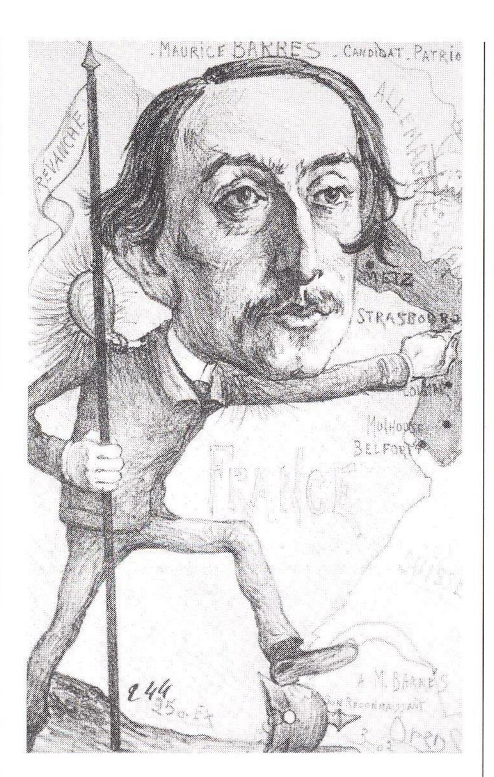
Dans la suite des *Déracinés*, Sturel retrouve ses attaches avec sa Lorraine natale. Loin de cette France dissociée, décérébrée de par le monstrueux développement de l'État. On a désormais affaire à des administrés, plus à des citoyens. On a créé des départements à la place des provinces. Et on relira, à ce propos, le livre V des *Origines de la France contemporaine* de Taine où *les Déracinés* ont trouvé leurs racines.

Le passage d'une esthétique à une énergétique, voilà le nœud de la conversion de Barrès venu de l'égotisme au nationalisme. Il notera : « *La nationalité française : une énergie faite sur notre territoire de toutes les âmes additionnées des morts.* »

Et encore : « *Je demande simplement à l'instruction primaire qu'elle facilite pour chaque individu la pleine jouissance des forces accumulées par la série héréditaire.* »

Poète du nationalisme

Barrès fut tout à la fois un esthète et un croisé. Il a cultivé, pendant ses jeunes années, un scepticisme à la Renan, ne



dédaignant pas le symbolisme décadent façon Wilde ou D'Annunzio. Le nationalisme de Barrès sera, par la suite, un épanouissement et un élargissement du Culte du Moi, lui-même traduction du sentiment de précarité devant la vie.

Tout le travail de Barrès — « *c'est par une analyse plus forte que j'ai accepté la société* » — consiste à avoir constaté que le Moi est tout entier alimenté par la société.

S'il tient de Michelet l'approche personnelle de la France, Barrès prend exactement l'antithèse du jacobinisme et du kantisme. Et ses propres professeurs d'énergie se nomment Jeanne d'Arc, Pascal, Corneille, Napoléon.

Dans *Amori et dolori sacrum*, Barrès écrit : « *Ces pages sont à vrai dire un hymne. Je n'ignore pas ce que suppose de romantisme une telle émotivité. Mais précisément nous voulons la régler. Engagés dans la voie que fit le* XIX*e siècle, nous prétendons pourtant redresser notre sens de la vie. J'ai retrouvé une discipline dans les cimetières où nos prédécesseurs divaguaient et c'est grâce, peut-être, à l'hyperesthésie que nous transmirent ces grands poètes de la rêverie que nous dégageons des vérités positives situées dans notre profond subconscient.* »

Exaltation ne signifie pas romantisme, en effet. Si l'on peut étiqueter "romantisme" l'exaltation déréglée, personne ne consentirait à qualifier de "romantique" l'enthousiasme de Bossuet, le pathétique de Racine ou la verve de La Fontaine.

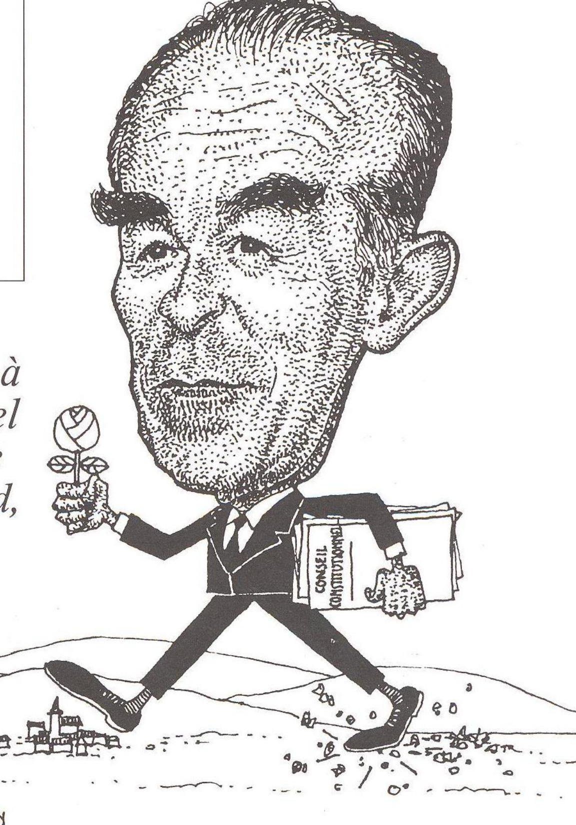
Maurras, qui traquait le romantisme en les endroits les plus inattendus, a écrit : « *Aujourd'hui plus que jamais, le public français a le devoir de remonter la pente des volontés adverses, de lire et de relire l'œuvre "politique et nationale" de Maurice Barrrès, depuis* les Déracinés, leurs Figures, l'Appel au soldat, *jusqu'à cette* Colette Baudoche *et* la Colline inspirée, *tous les livres d'où s'élèvent de sérieuses lumières et de sublimes chants sur les misères, les blessures, les maladies de notre patrie.* » ■

Barrès ne fut pas seulement un théoricien, il fut aussi un homme d'action. Polémiste, il n'hésita pas à se battre en duel. Homme politique et plusieurs fois député, il s'engagea à fond dans les causes qu'il crut justes : pour le général Boulanger, contre les dreyfusards, contre les politiciens compromis dans l'affaire de Panama, contre l'Allemagne. Son indépendance d'esprit lui valut d'être condamné à mort par un "tribunal" réuni par André Breton. Alors commençait le terrorisme intellectuel, produit des idéologies totalitaires. (Ci-dessus : caricature de Barrès par Orens, 1903 ; ci-dessous : ses obsèques en 1923.)

Un lobby : le Conseil constitutionnel

par Georges-Paul Wagner

Robert Badinter : membre du Parti socialiste depuis 1971, ancien garde des Sceaux du gouvernement socialo-communiste, il fit voter l'abolition de la peine de mort. Sa nomination par François Mitterrand à la tête du Conseil constitutionnel a placé l'institution sous la tutelle du clan cosmopolite. L'homme a appartenu, ou appartient encore, à la Ligue des droits de l'homme, à la LICRA, à Amnesty international et au CRIF. Christian Bonnet, ancien ministre, était allé jusqu'à dire de lui qu'il était ce que Maupassant appelait déjà « *la moisissure d'une société parisienne évoluée* » (Grand Jury RTL-*Le Monde*, 2 mars 1982).



Chargé à l'origine de veiller principalement à la constitutionnalité des lois, et plus particulièrement à la régularité des élections, le Conseil constitutionnel a vu ses pouvoirs élargis depuis la loi du 29 octobre 1974. Présidée par un fidèle de François Mitterrand, Robert Badinter, remaniée dans sa composition, l'institution tend à devenir une arme partisane au service du projet cosmopolite de la gauche. Il est à craindre qu'elle ne fasse un jour barrage à la volonté populaire et au suffrage universel en sanctionnant les lois votées par le Parlement.

Aucune institution de la Ve République n'a évolué plus, et plus vite, que le Conseil constitutionnel. Dans les intentions des constituants de 1958, il était appelé à jouer un rôle effacé. Il devait accentuer l'abaissement du Parlement, déjà réduit au rôle de législateur d'exception. Il devait permettre d'assurer plus étroitement le contrôle de ses votes.

Depuis la loi constitutionnelle du 29 octobre 1974, c'est-à-dire depuis qu'il peut être saisi par soixante députés ou soixante sénateurs, ses pouvoirs se sont considérablement élargis. Sous couleur d'arbitrer, à l'occasion des lois votées, les différends entre la majorité et la minorité parlementaires, il joue en réalité un rôle assez parent de celui de la Cour de Cassation, par rapport aux juridictions inférieures. Il est devenu le contrôleur habituel, le grand régulateur de la législation et, comme la loi est l'arme principale des gouvernements, il tend à étendre son ombre sur le gouvernement lui-même. Faut-il approuver cette évolution ? Est-elle bonne ou mauvaise ? Va-t-on, comme certains le craignent, vers un gouvernement des juges, et revient-on insensiblement à l'attitude des parlements sous Louis XV quand ils s'opposaient sans cesse à l'enregistrement des édits, au nom des lois fondamentales du royaume ?

Faut-il dès lors étendre ses pouvoirs encore et, comme l'a suggéré François Mitterrand, au dernier 14-Juillet, donner à tout citoyen la possibilité de le saisir pour faire vérifier la conformité de la loi à la Constitution ?

On doit observer que ce genre d'institution n'est guère dans la tradition française. Le respect superstitieux d'une constitution écrite ne peut pas habiter un peuple qui, en deux siècles, a changé de constitution plus de vingt fois. Quant aux lois fondamentales, aux lois non écrites, s'il en subsiste, après la chute de la monarchie, et si elles ont gardé quelque force dans l'esprit collectif de notre nation, est-il besoin d'une institution spéciale pour veiller sur elles ?

Une institution politique

Il serait amusant —et facile— de rappeler que les critiques les plus sévères du Conseil constitutionnel ont été formulées par le président Mitterrand lui-même, du temps où il était dans l'opposition. « *Le Conseil constitutionnel est une institution dont il faudra se défaire* », disait-il à Condom, le 13 août 1978. Et, quelque temps plus tard, il explicitait sa critique : « [...] *le Conseil constitutionnel est une institution politique, une juridiction politique, l'instrument politique du pouvoir exécutif. Rien de moins, rien de plus. On le croyait servile. Il n'est qu'obéissant.* »

On pourrait trouver des jugements identiques, ou plus sévères encore, sur cette

institution sous la plume ou dans la bouche d'autres socialistes de premier niveau, tels que MM. Jospin, Joxe et Mermaz, mais aussi dans la bouche de M. Chirac, en 1978. Le fait que le Conseil ait été successivement maudit par des plaideurs mécontents, de droite et de gauche, n'est-il pas la démonstration de ce qu'il est un arbitre impartial et un serviteur dévoué de la lettre constitutionnelle, à défaut d'autre préoccupation ?

François Mitterrand n'avait pas tort en 1978. Méfiez-vous de votre premier jugement, c'est le bon ! Le Conseil constitutionnel est une institution politique. Le fait que ses membres soient nommés par le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée le rend aussi impartial — ou aussi peu — que le Conseil supérieur de la magistrature et le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Les mécanismes politiques de la V[e] République sont ainsi faits que l'élection du président entraîne, dans son sillage, une nouvelle majorité à l'Assemblée. Il suffit au président et à cette nouvelle majorité de durer pour que, de trois années en trois années — sans tenir compte des décès —, le Conseil constitutionnel prenne la couleur politique du président. C'est le cas présentement, après neuf années de règne de François Mitterrand. En cas de changement de majorité, en 1993, ou auparavant, le Conseil constitutionnel, composé comme il l'est, risquerait de mettre des obstacles permanents à une nouvelle politique non socialiste.

Les observateurs optimistes diront ici que le caractère politique de l'institution est tempéré par le fait que les membres du Conseil sont choisis parmi des juristes éminents ou des politiciens vieillis, les deux origines n'étant pas incompatibles. Il en résulterait chez eux cette relative objectivité que donne la science, ou cette relative sagesse que l'âge apporte.

Il n'en reste pas moins que, en règle générale, les prévisions sur les décisions du Conseil peuvent se faire en langage de minorité ou de majorité, comme au Parlement. On peut supputer la décision attendue, en comptant sur ses doigts les membres du Conseil nommés par la droite et les autres nommés par la gauche. Habituellement, on ne se trompe pas. La décision rendue est conforme aux calculs faits sur la sensibilité d'origine — et de nomination — de chacun des conseillers.

La jurisprudence, paravent de l'idéologie

L'éternel optimiste observera alors que, si les conditions de nomination des conseillers les mettent dans la dépendance de la politique, la durée de leur mandat les situe en décalage par rapport à celle-ci. Les nouveaux gouvernements héritent d'un Conseil constitutionnel qui ne leur ressemble pas et peut servir de frein à des changements trop brutaux. Le Conseil jouerait ainsi un rôle parent de celui du Sénat, sous la III[e] République, contraignant par exemple Léon Blum à démissionner en juin 1937 et à interrompre l'expérience du Front populaire. La seule différence était que le Sénat était une institution politique avouée, quand le Conseil constitutionnel dissimule ses positions idéologiques sous l'apparence d'une jurisprudence.

Car ce qui rend surtout son rôle suspect et inquiétant, c'est justement sa jurisprudence et l'interprétation de plus en plus extensive qu'il fait du texte constitutionnel. On sait que celui-ci énonce, dans un préambule, que « *le peuple français proclame solennellement son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale, tels qu'ils sont définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946* ». Utilisant ce préambule, le Conseil s'arroge, de plus en plus, le droit de diffuser sa philosophie politique dans ses décisions.

Ce fut, depuis qu'il préside le Conseil, le but avoué et le travail méthodique de Robert Badinter. Il l'a déclaré dans une interview donnée au *Figaro* le 30 août dernier : « *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est aujourd'hui un texte vivant de droit positif et de valeur constitutionnelle.* » C'est donc au regard, non pas seulement des articles précis de la Constitution de 1958, mais des principes généraux et vagues de la Déclaration de 1789 qu'il apprécie la constitutionnalité des lois.

Un pouvoir excessif

Cette déclaration, on le sait, est un catalogue composite de droits divers. Les uns ont toujours été connus et pratiqués par les peuples civilisés et entraient dans ce qu'on nommait le droit des gens, comme certaines règles sur la justice, la présomption d'innocence, ou l'application des lois dans le temps. D'autres "droits" de la Déclaration découlent d'une philosophie libertaire et égalitaire. Rivarol, pour cette raison, nommait la Déclaration le code des sauvages, comme ne pouvant conduire, à la limite, qu'à la mort de toute société organisée, par la négation des communautés et des hiérarchies naturelles.

Le Conseil l'a dit, à l'occasion d'une récente décision : toute distinction, toute discrimination faite, par la loi française, entre Français et étrangers, doit être jugée inconstitutionnelle, comme contraire à une Déclaration où l'on oublie de plus en plus le droit des citoyens et où l'on exalte davantage les droits de l'homme en général. Sur ce chemin, toute législation de préférence nationale sera déclarée demain inconstitutionnelle. Au nom de la constitution d'un État français, dont le premier souci, comme la première raison d'être, doit être la défense de ses nationaux, on en viendra à interdire toutes ces distinctions, toutes ces discriminations naturelles d'affinité et de proximité, sans lesquelles la nation n'a plus d'être ni de raison.

La conclusion, c'est que les pouvoirs que s'arroge actuellement le Conseil constitutionnel ne sont pas tolérables. Ils devraient être réduits doublement : d'une part en revenant sur la réforme de 1974 et en réservant la saisine du Conseil au président de la République et aux présidents des deux assemblées ; d'autre part en limitant les pouvoirs de censure du Conseil à la seule conformité avec les articles de la Constitution, à l'exclusion d'un préambule, qui énonce les règles de philosophie générale, règles dont le peuple est le maître, et dont il est, en tout cas, aussi bon juge, quand il vote, que les membres du Conseil, quand ils opinent.

Une autre solution serait d'épouser le point de vue que François Mitterrand exprimait en 1978, et de "se défaire", tout simplement, de cette institution abusive. ■

Le Conseil constitutionnel dans sa dernière version, au moment de la prestation de serment de trois nouveaux "sages" en mars 1989. De gauche à droite : MM. Jean Cabannes, Jacques Latsha, François Mollet-Viéville, Daniel Mayer, Maurice Faure, Robert Badinter, Jacques Robert, Léon Jozeau-Marigné et Robert Fabre : une majorité d'hommes de gauche.

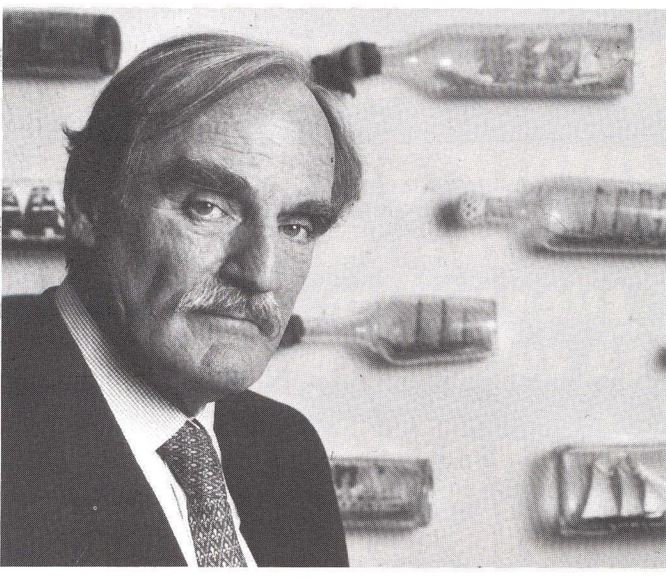
La quête de Jean Raspail

par Hervé Morvan

Jean Raspail revient à la charge, avec *Pêcheur de lunes*[1], sous-titré *Qui se souvient des hommes ?* Or, *Qui se souvient des hommes ?*, paru il y a quatre ans, venait après *Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie*, après *Septentrion*, après dix autres livres qui disaient la même chose. Serait-ce que Jean Raspail se répète ?

L'homme, il est vrai, aime à se citer lui-même, et se complaît parfois à poser lui-même ses références pour un lecteur superficiel, peut-être trop pressé de jouir intensément et exclusivement d'une prose élégante et facile. Il joue à renvoyer son texte à d'autres chapitres et à d'autres livres, à jeter lui-même des passerelles et à indiquer la place possible d'une note en bas de page. Comme s'il mâchait le travail du sorbonnard qui, un jour qu'on ne souhaite pas proche, s'emparera du "corpus" du maître encore chaud et commettra un *Jean Raspail, sa vie, son œuvre*.

Le voici donc qui évoque à nouveau la mort des peuples et des races, ce passage au néant et au silence qu'il a traqué au long de sa vie d'explorateur. « *D'une certaine façon,* Pêcheur de lunes *est le livre d'une vie. En quarante ans de voyages à travers le monde, j'ai suivi de nombreuses pistes qui conduisaient aux derniers survivants encore doués de mémoire.* » Des Aïnous du Japon aux Akalufs de Patagonie, des Indiens algonquins aux Huns des Champs catalauniques, il revient sur son itinéraire personnel, sur une recherche historique et sur une quête mystique.



Le souvenir des peuples oubliés

Il a vécu au Japon. Il a remonté les Amériques de la Terre de Feu à l'Alaska. Il a descendu les rapides des coureurs de bois. Il est capable de consacrer ses dernières ressources à la location d'un avion pour tenter de retrouver un fantôme aux îles Caïques. Mais ce grand explorateur d'espace n'est pas un collectionneur d'images. Son exotisme est avant tout temporel : il a dans la tête et dans la plume une merveilleuse machine à explorer le temps, et ses ouvrages sont les livres de bord que ce capitaine rapporte de voyages étranges dans les failles de l'espace-temps où, dans la plus pure tradition du roman de science-fiction, il glisse sur ces "chemins parallèles" du temps que seul l'initié sait découvrir et emprunter. « *Il s'agit d'un même univers intemporel où l'on retrouve comme un reflet de lune le souvenir des peuples oubliés.* »

Dans un télescope, dès que l'on sort de la proximité du système solaire, on n'observe pas spatialement d'autres mondes. On remonte temporellement dans le plus lointain passé, en observant les lueurs émises autrefois par des mondes qui ont peut-être disparu depuis et qui, en tout cas, ne sont plus aujourd'hui ni les mêmes ni à la même place. La lumière est la mémoire de l'univers, qu'elle transporte au travers de vastes espaces vides mesurés en années-lumière. Jean Raspail, lui, cherche à remonter au *big bang* de l'humanité. « *Sur ce gigantesque tapis de billard qui fut notre terre durant des millénaires, où chaque boule en chassait une autre et ainsi de suite par carambolages successifs, qui saura jamais qui tenait la canne et pourquoi l'impulsion initiale fut donnée, vers ici ou ailleurs, d'un mouvement sec du poignet, par le maître de nos destinées ? Aux extrémités du billard, on retrouve des boules oubliées, immobiles, incrustées au sol, recouvertes par la mousse du temps, à peine identifiables et prêtes à tomber en poussière. Ce sont les boules des premiers âges, les premières à s'être ébranlées sous le coup de poignet divin.* »

La mémoire, essence de la culture

On peut aller aux différents bouts du monde, dans les coins du billard, aux finistères (au sens propre du terme) chercher ces vestiges du big bang néolithique, de ce moment où s'amorça la différenciation des races et des cultures et où, donc, naquit l'histoire. Au bout de l'Amérique, en Terre de Feu, où se réfugièrent, après des millénaires de marche, les premières races asiatiques qui avaient franchi à pied le détroit de Béring. Au bout de la Sibérie et du Japon, à Sakhaline et en Hokkaïdô, où furent contraints de s'arrêter les peuples indo-européens qui avaient fait le mauvais choix initial de marcher à l'Est plutôt qu'à l'Ouest. Mais ces boules oubliées, ce sont aussi, chez nous, des groupes hunniques, wisigothiques ou sarrasins laissés en arrière des hordes en déroute.

Ici, la lumière, porteuse de la permanence de l'être dans le temps, s'appelle mémoire. « *S'il restait un survivant, je voulais le voir et lui parler, lui saisir la main, savoir à quoi cela ressemblait, un homme vieux de plusieurs milliers d'années et qui le savait.* »

Or notre siècle est celui de la mort de la mémoire, y compris de nos peuples, un siècle d'indifférenciation dû à la rupture des chaînes culturelles et familiales de transmission du plus lointain savoir. La mémoire est l'essence même de la culture et de l'être des peuples.

« *Le peuple Guanaqui a cessé de vivre. Il n'y a plus que des individus*, écrit Jean Raspail d'une population andine. *Qu'on m'entende bien : ils ne sont pas morts. Sans doute même plus nombreux qu'avant, transplantés dans une ville ou une autre, confondus, brassés, mêlés à la grande foule anonyme, ignorante du passé et de l'avenir, petits hommes innombrables qui ont rejoint la ronde.* »

Sommes-nous donc invulnérables ? Ne subissons-nous pas le même sort, nous-mêmes victimes de la « *télé, l'usine à neige de Superdevoluy,* [*du*] *grand brassage socio-culturel, tous devant la boîte à images qui a tué les conversations où se transmettait le passé* [...] *? Y aurait-il eu (y a-t-il encore), parallèlement à la notion de territoire qu'on sait aujourd'hui naturelle à l'homme, celle d'un territoire* ethnique, *tout aussi inconsciemment défendue ? La perte de l'une comme de l'autre engendrera l'homme du III*[e] *millénaire.* »

Inlassablement, et avec une conscience aiguë du sacré, Jean Raspail ressasse le rite de la religion de la mémoire et de la vie. Depuis trente ans, il dit une messe à la Mémoire. ■

1. Jean Raspail, *Pêcheur de lunes*, éd. Robert Laffont, 1990, 292 p., 95F.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Régis Constans
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Déline Certier, Damien du Laz
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Aramis, Didier Lefranc, Jean de Bauvière, Bruno Chossat, Hervé Morvan, Grégoire Legrand, Pierre de Meuse.

MAQUETTISTE
Christine Sinotte
ICONOGRAPHIE
Anne-Laure Le Gallou
IMPRESSION
SEPPI - 78350 Jouy-en-Josas

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Sygma, Gamma, Roger-Viollet, Droits réservés, AFP.
Couverture : Gamma (ph. M. Lounès).
Dessins de Guillaume Donon.

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. : (1) 47 27 56 66 - Fax : (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225

Les voies de la renaissance

Bruno Mégret

LA FLAMME

« *La France est-elle en déclin ? Telle est la question qu'on ne peut manquer de se poser en cette fin du XXᵉ siècle. Après tout, les civilisations sont mortelles, Paul Valéry l'a dit, et notre patrie pourrait bien s'engager dans cette voie funeste où se sont déjà engloutis tant de peuples et de nations.* »

Peut-on rester indifférent devant un tel constat ? Certainement pas. Et c'est d'ailleurs la volonté de s'opposer à ce déclin de notre civilisation qui a conduit Bruno Mégret, ce haut-fonctionnaire, polytechnicien de formation, à s'engager, il y a quelques années, derrière Jean-Marie Le Pen, dans les rangs du Mouvement national.

Aujourd'hui, dans *la Flamme*, Bruno Mégret se livre à une analyse en profondeur de la situation politique de notre pays et fait part de ses convictions et de ses espoirs.

Comme un arbre coupé de ses racines, la France dépérit sous l'action conjuguée de quatre fléaux : le "socialisme nouveau", le "cosmopolitisme militant", le "matérialisme triomphant" et le "totalitarisme larvé".

Ces "idéologies du déracinement", qui sont en quelque sorte les instruments de notre déclin, sont parvenues à croître sur les décombres du marxisme.

Ainsi le socialisme "nouveau", converti aux vertus vénéneuses du mondialisme et des droits de l'homme, s'est insinué dans tous les rouages de notre société, dans toutes les controverses intellectuelles et politiques du moment, jusqu'à neutraliser tout discours émanant de l'opposition établie.

En cela, il a, bien sûr, été puissamment aidé par un cosmopolitisme omnipotent qui s'emploie sans relâche à priver nos compatriotes de la plupart de leurs références ethniques et culturelles.

De son côté, le matérialisme, consacré par l'épanouissement indécent de la société marchande et de son cortège de fausses valeurs, triomphe, glorifiant l'individualisme, voire le narcissisme, et tendant à dissoudre les communautés organiques.

Enfin, et Bruno Mégret y insiste, l'identité française a tout à craindre du totalitarisme larvé auquel notre peuple est soumis lorsque l'établissement prône un consensus factice, lorsqu'il encourage l'endoctrinement des enfants et menace la liberté d'expression, lorsqu'il multiplie ses privilèges et se joue de la volonté des Français.

Mais un basculement politique et idéologique d'envergure déstabilise aujourd'hui la classe au pouvoir, alors même que les équilibres élaborés à l'issue du dernier conflit mondial sont rompus.

Nous sommes bien au seuil d'une ère nouvelle : « *De même,* note Bruno Mégret, *que le débat gauche-droite, entre une vision socialiste et une conception libérale de la société, est aujourd'hui dépassé, de même le clivage Est-Ouest entre le monde soviétique et les pays occidentaux va s'atténuer.* »

Les conflits ne quitteront pas pour autant le champ du politique. Bien au contraire : « *Demain la politique sera le terrain des affrontements entre idées cosmopolites et valeurs identitaires, tandis que la scène internationale sera dominée par la confrontation entre les grandes civilisations du Nord et du Sud.* »

S'agissant de la France, Bruno Mégret constate que « *l'heure est venue pour une force politique nouvelle* » : l'espace politique français s'ouvre et le Front national y jouera un « *rôle historique* ». Affaiblies, compromises, prisonnières de leurs appareils et de leurs clientèles, les formations politiques traditionnelles sont aujourd'hui dépassées par la marche du temps. Les conditions sociologiques, politiques et idéologiques d'une Grande Alternance sont d'ores et déjà presque remplies.

Lorsqu'elle se réalisera, cette Grande Alternance devra s'ordonner autour de cinq principes essentiels : l'identité, la fraternité, les libertés, la puissance et l'action.

Reprendre conscience de son identité, c'est, pour le Délégué général du Front national, savoir qui l'on est ; réveiller le sens de la fraternité entre les Français, c'est permettre à la communauté de retrouver sa cohésion et sa vigueur ; renouer avec les libertés constitutives de l'âme européenne, c'est lutter contre l'asservissement qui menace ; oser affirmer sa puissance, c'est refuser de courber la tête sur la scène internationale et se convaincre qu'en géopolitique seuls les forts existent ; enfin, prendre l'initiative, agir, c'est traduire en actes la volonté de reconstruire notre patrie.

Lucide mais serein, le message de *la Flamme* s'adresse à une génération désireuse d'effectuer sa rentrée dans l'histoire et de se forger un destin, une génération d'exception prête à emprunter les "voies de la renaissance" ouvertes par le Mouvement national.

Après *l'Impératif du renouveau* (Albatros, 1985), Bruno Mégret signe cette fois un essai plus profond et plus personnel, un ouvrage clef qui permet de comprendre l'un des phénomènes politiques et idéologiques français les plus importants depuis la guerre.

Damien du Laz

Bruno Mégret, *la Flamme*, éd. Robert Laffont, 1990, 314 p., 95 F.



L'hebdo qui défend
JEAN-MARIE LE PEN
et son programme

Chaque jeudi, chez votre marchand de journaux, retrouvez les articles de :

François Brigneau,
Jean Bourdier,
Roland Gaucher,
les dessins caustiques de Pinatel et d'Aramis.

Ou mieux : abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement
à retourner à *National Hebdo*,
7 ter, cour des Petites Ecuries - 75010 Paris

Nom................................Prénom.................
Adresse...
Code postal..............Ville..........................

❑ Abonnement un an : 450F ❑ Abt un an + 2 reliures de 26 n° chacune : 600F ❑ DOM-TOM : 650F
❑ Etranger : 650F

❑ Abonnement 6 mois : 270F ❑ DOM-TOM : 370F
❑ Etranger : 370F

BRUNO
MÉGRET

la
Flamme

les voies de la
renaissance

essais • robert laffont